

REPERAGE AMIANTE


Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

Arrêtés du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A et de la liste B contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage

ETABLI LE MERCREDI 20 JUIN 2018

PROPRIETAIRE
Nom : Adresse : La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX

DOSSIER N°: C53-18-06-019

ADRESSE DES LOCAUX VISITES <div style="text-align: center;"> MAISON LA FERTINIERE 53110 LASSAY LES CHATEAUX </div>	
-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	------------------------------------------------------------------------------------

Sommaire

1. Conclusions	2
2. Symboles utilisés	3
3. Textes de Référence	3
4. Objet de la mission	4
5. Cadre de la mission et méthode d'investigation	4
6. Locaux visités	5
7. Tableau général de repérage	5
8. Matériaux repérés dans le cadre de la mission	6
9. Reportage Photos.....	7
10. Critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation liés à leur environnement	8
11. Annexes.....	11

Ce rapport n'est pas destiné à la réalisation de travaux ultérieurs. Avant toute intervention personnelle ou d'entreprises extérieures, le propriétaire a l'obligation de faire procéder aux investigations complémentaires. Dans le cas de travaux de réhabilitation, rénovation ou démolition partielle ou totale, le propriétaire doit communiquer les documents amiante et en priorité le diagnostic approfondi, aux entreprises, conformément au décret n° 2001-1016 relatif à l'analyse de risques des chefs d'établissement et faire procéder à la dépose des matériaux amiantés avant tout début d'intervention, par une entreprise bénéficiant d'une qualification AFAQ ASCERT, QUALIBAT 15-52.

Ce rapport mentionnant la présence ou l'absence de matériaux ou produits contenant de l'amiante prévu à l'article L. 1334-13 du code de la santé publique est valide jusqu'à la réalisation de travaux.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

QUALIXPERT

17 rue Borrel - 81100 CASTRE

Certification Diagnostic Amiante : N° C2869 délivré le 13/11/2017 valide jusqu'au 12/11/2022

Ce rapport contient 17 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.

Edition en 1 exemplaire(s).

CITODIAG - La Rabinière - 49440 LA CORNUAILLE

Sarl au capital de 37 000 euros RCS Angers : 449 634 229 - N° TVA : FR 384 496 34229 - Code NAF : 7120 B

Agence Maine-et-Loire : Tél : 02 41 88 18 18 - Fax : 02 41 88 18 00 - Email : contact@citodiag.fr -

Agence Mayenne : 02.43.68.07.64

1. CONCLUSIONS

Dans le cadre de cette mission :

Produit ou matériau contenant de l'amiante sur jugement personnel de l'opérateur :

- Ardoises fibro-ciment [liste B](Toiture)
- panneaux fibro [liste B](grenier, grenier 2)

En cas de présence de matériaux et produits contenant de l'amiante, toute personne pouvant intervenir sur ou à proximité des matériaux ou de ceux les recouvrant ou les protégeant doivent être avertie.

En cas de présence de matériaux et produits repérés hors liste A et liste B, ceux-ci ne font pas l'objet de recommandation réglementaire. Cependant, ils sont identifiés afin qu'ils soient portés à la connaissance des propriétaires actuel et futur.

Fait à LA CORNUAILLE

Le mercredi 20 juin 2018

par Charles-Henry de Boisset opérateur de diagnostic



CITODIAG
DIAGNOSTIC AMIANT
14 Rue
49000 LA CORNUAILLE
02 41 10 10 10
0491 40 00 00 000 000 000

Parties d'ouvrage non vérifiables :

Niv	Zone/Bât	Pièce	Partie d'ouvrage	Motif
2		comble		Pas d'accès

Des parties de l'immeuble n'ont pu être visitées :

1- les obligations réglementaires prévues aux articles R. 1334-15 à R. 1334-18 du code de la santé publique ne sont pas remplies conformément aux dispositions de l'article 3 de l'arrêté du 12 décembre 2012

2- Par conséquent l'opérateur émet des réserves sur la conclusion définitive du repérage de l'amiante réalisé dans le cadre de cette mission. Des investigations complémentaires sur ces parties d'immeubles devront être réalisées pour compléter ce repérage.

Matériaux ou produits de la liste A

Action à effectuer en fonction du résultat de l'évaluation	Evaluation du repérage
Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du produit ou matériau	<input type="checkbox"/> 1
Faire réaliser une surveillance du niveau d'empoussièrement	<input type="checkbox"/> 2
Faire réaliser des travaux de retrait ou de confinement des flocages	<input type="checkbox"/> 3

Article R1334-17 du code de la santé publique :

En fonction du résultat du diagnostic obtenu à partir de la grille d'évaluation mentionnée à l'article R. 1334-16, les propriétaires procèdent :

1. **Contrôle périodique** de l'état de conservation de ces matériaux et produits dans les conditions prévues à l'article R. 1334-27 ; ce contrôle est effectué dans un **délai maximal de trois ans** à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle, ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage ;
2. **Surveillance du niveau d'empoussièrement** dans l'atmosphère par un organisme agréé en microscopie électronique à transmission, selon les modalités prévues à l'article R. 1334-18 ;
3. **Travaux** de confinement ou de retrait de l'amiante, selon les modalités prévues au dernier alinéa de l'article R. 1334-18. **Les travaux doivent être engagés dans un délai de 1 an** à compter de la date de remise au propriétaire des résultats du contrôle.

Nota (Article R1334-29-3 du code de la santé publique) :

I. — A l'issue des travaux de retrait ou de confinement de matériaux et produits de la liste A mentionnés à l'article R. 1334-29, le propriétaire fait procéder par une personne mentionnée au premier alinéa de l'article R. 1334-23, avant toute restitution des locaux traités, à un examen visuel de l'état des surfaces traitées. Il fait également procéder, dans les conditions définies à l'article R. 1334-25, à une mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air après démantèlement du dispositif de confinement. Ce niveau doit être inférieur ou égal à cinq fibres par litre. L'organisme qui réalise les prélèvements d'air remet les résultats des mesures d'empoussièrement au propriétaire contre accusé de réception.

II. — Si les travaux ne conduisent pas au retrait total des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante, il est procédé à une évaluation périodique de l'état de conservation de ces matériaux et produits résiduels dans les conditions prévues par l'arrêté mentionné à l'article R. 1334-20, dans un délai maximal de trois ans à compter de la date à laquelle sont remis les résultats du contrôle ou à l'occasion de toute modification substantielle de l'ouvrage ou de son usage.

Matériaux ou produits de la liste B

Action à effectuer en fonction du type de recommandation	Type de recommandation
Faire réaliser une évaluation périodique de l'état de conservation du produit ou matériau	<input checked="" type="checkbox"/> EP
Faire réaliser l'action corrective de premier niveau	<input checked="" type="checkbox"/> AC1
Faire réaliser l'action corrective de second niveau	<input type="checkbox"/> AC2

Mesures à prendre dans les cas :

EP : procéder à l'évaluation périodique des matériaux concernés, cela consiste à :

- a) contrôler périodiquement que l'état de dégradation des matériaux et produits concernés ne s'aggrave pas et, le cas échéant, que leur protection demeure en bon état de conservation ;
- b) rechercher, le cas échéant, les causes de dégradation et prendre les mesures appropriées pour les supprimer










- AC1 :** procéder à une remise en état limitée au remplacement, au recouvrement ou à la protection des seuls éléments dégradés. Faire appel à une entreprise certifiée pour le retrait ou le confinement. L'action corrective de premier niveau consiste à :
- Rechercher les causes de la dégradation et définir les mesures correctives appropriées pour les supprimer ;
 - Procéder à la mise en œuvre de ces mesures correctives afin d'éviter toute nouvelle dégradation et, dans l'attente, prendre les mesures de protection appropriées afin de limiter le risque de dispersion des fibres d'amiante ;
 - Veiller à ce que les modifications apportées ne soient pas de nature à aggraver l'état des autres matériaux et produits contenant de l'amiante restant accessibles dans la même zone ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles ainsi que, le cas échéant, leur protection demeurent en bon état de conservation.
- AC2 :** L'action corrective concerne l'ensemble d'une zone, de telle sorte que le matériau ou produit ne soit plus soumis à aucune agression ni dégradation. Dans ce cas, l'opérateur de repérage indique au propriétaire que cette action corrective de second niveau consiste à :
- Prendre, tant que les mesures mentionnées au c n'ont pas été mises en place, les mesures conservatoires appropriées pour limiter le risque de dégradation et la dispersion des fibres d'amiante. Cela peut consister à adapter, voire condamner l'usage des locaux concernés afin d'éviter toute exposition et toute dégradation du matériau ou produit contenant de l'amiante. Durant les mesures conservatoires, et afin de vérifier que celles-ci sont adaptées, une mesure d'empoussièrement est réalisée, conformément aux dispositions du code de la santé publique ;
 - Procéder à une analyse de risque complémentaire, afin de définir les mesures de protection ou de retrait les plus adaptées, prenant en compte l'intégralité des matériaux et produits contenant de l'amiante dans la zone concernée ;
 - Mettre en œuvre les mesures de protection ou de retrait définies par l'analyse de risque ;
 - Contrôler périodiquement que les autres matériaux et produits restant accessibles, ainsi que leur protection, demeurent en bon état de conservation.

Nota (Article R1334-29-3 du code de la santé publique) :

III. Lorsque des travaux de retrait ou de confinement de matériaux ou produits de la liste B contenant de l'amiante sont effectués à l'intérieur de bâtiments occupés ou fréquentés, le propriétaire fait procéder, avant toute restitution des locaux traités, à l'examen visuel et à la mesure du niveau d'empoussièrement dans l'air mentionnée au premier alinéa du présent article.

2. SYMBOLES UTILISES

Les symboles suivants sont utilisés dans ce rapport de repérage et indique une conclusion, les sondages destructifs ou non, l'évaluation de l'état de conservation des matériaux contenant de l'amiante :

Symbole	Désignation
	Produit ou matériau, par nature ne contient pas d'amiante
	Absence de produit ou matériau contenant de l'amiante après analyse
	Produit ou matériau contenant de l'amiante (marquage, documentation, ...)
	Produit ou matériau contenant de l'amiante après analyse
	Sondage non destructif
	Sondage destructif
	Bon état ou dégradé
	Evaluation amiante des matériaux de la liste A : 1 ou 2 ou 3
	Evaluation amiante des matériaux de la liste B : EP, AC1 ou AC2

3. TEXTES DE REFERENCE

- Arrêté du 26 juin 2013 modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et au contenu du rapport de repérage et modifiant l'arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste A contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 12 décembre 2012 relatif aux critères d'évaluation de l'état de conservation des matériaux et produits de la liste B contenant de l'amiante et du risque de dégradation lié à l'environnement ainsi que le contenu du rapport de repérage
- Arrêté du 21 décembre 2012 relatif aux recommandations générales de sécurité et au contenu de la fiche récapitulative du « dossier technique amiante »
- Décret no 2011-629 du 3 juin 2011 relatif à la protection de la population contre les risques sanitaires liés à une exposition à l'amiante dans les immeubles bâtis
- Code de la Santé Publique Chapitre IV section 2 – articles R1334-14 à R1334-29-1 et annexe 13-9.
- Décret n° 2006-761 du 30 juin 2006 relatif à la protection des travailleurs contre les risques liés à l'inhalation de poussières d'amiante et modifiant le Code du Travail.
- Décret n° 2006-1114 du 5 septembre 2006 relatif aux diagnostics techniques immobiliers et modifiant le code de la construction et de l'habitation et le code de la santé publique (Version consolidée au 01 novembre 2007)

4. OBJET DE LA MISSION

Date de la commande : 13/06/2018

Dossier N° : C53-18-06-019

Rapport de mission de repérage des matériaux et produits contenant de l'amiante pour l'établissement du constat établi à l'occasion de la vente d'un immeuble bâti

Périmètre et programme de repérage : Ensemble de l'immeuble

DONNEUR D'ORDRE
Nom : Cabinet GOHIER-ROBERT-SOREAU
Adresse : 119 Rue de l'Epine BP 30334 53003 - LAVAL CEDEX
Tel : 02.43.53.08.21

NOTAIRE
Nom : Cabinet GOHIER-ROBERT-SOREAU
Adresse : 119 Rue de l'Epine BP 30334 53003 - LAVAL CEDEX
Tel : 02.43.53.08.21

Adresse du bien visité	: La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX
	❖ Maison - Bien occupé par le propriétaire
Nom locataire	:
Tel locataire	:
Accès	:
Type	: Maison
Usage	: Habitation
Date de construction	: avant le 1er janvier 1949
Nombre de Niveaux	:
Supérieurs	: 3 niveau(x)
Inférieurs	: aucun niveau inférieur
Propriété bâtie	: Oui
Partie	: Partie Privative
Caractéristiques	:
Cadastre	:
Section	: Non communiqué
Parcelle	: Non communiqué
En copropriété	: Non
Lots	:

Cette mission a été réalisée en présence de Maître ROBERT

Visite réalisée : **20/06/2018** par **Charles-Henry de Boisset**

Documents transmis : **NEANT**

Assurance RCP : AXA N°3639350704 valide jusqu'au 31/12/2018

5. CADRE DE LA MISSION ET METHODE D'INVESTIGATION

L'objectif du repérage est d'identifier et de localiser les matériaux et produits contenant de l'amiante incorporés dans l'immeuble et susceptible de libérer des fibres d'amiante en cas d'agression mécanique résultant de l'usage des locaux (chocs et frottements) ou à l'occasion d'opérations d'entretien ou de maintenance.

La mission consiste exclusivement à rechercher et constater de visu la présence de matériaux et produits, accessibles sans travaux destructifs, qui correspondent à la liste A et à la liste B définie en annexe 13.9 du Code de la Santé Publique et qui sont susceptibles de contenir de l'amiante.

Il est précisé dans le tableau général de repérage du présent document les listes A et B de matériaux et produits et matériaux susceptibles de contenir de l'amiante de l'annexe 13-9 applicables pour cette mission.

Un examen exhaustif de tous les locaux qui composent le bâtiment est effectué. La définition de zones présentant des similitudes d'ouvrage permet d'optimiser les investigations à conduire en réduisant le nombre de prélèvements qui sont transmis pour analyse.

Pour chacun des ouvrages ou composants repérés, en fonction des informations dont il dispose et de sa connaissance des matériaux et produits utilisés, l'opérateur du repérage atteste le cas échéant, de la présence d'amiante. En cas de doute, il détermine les prélèvements et analyses de matériaux nécessaires pour conclure.

Lorsqu'un produit ou matériau est considéré comme étant « susceptible de contenir de l'amiante », l'opérateur de repérage ne peut conclure à l'absence d'amiante sans avoir recours à une analyse.

Conformément aux prescriptions de l'article R1334-18 du code de la santé publique, les analyses des échantillons de ces produits et matériaux sont réalisés par un organisme accrédité.

L'opérateur de repérage veille à la traçabilité des échantillons prélevés ; ces échantillons sont repérés de manière à ce que les ouvrages dans lesquels ils ont été prélevés soient précisément identifiés.

Remarques importantes :

Le repérage ne comporte aucun démontage hormis le soulèvement de plaques de faux plafond, grille de ventilation ou trappes de visite (accessible sans démontage), ni investigation destructive à l'exclusion des prélèvements de matériaux. En conséquence notre responsabilité ne saurait être engagée en cas de découverte ultérieure de matériaux contenant de l'amiante dans les endroits non accessibles ou hermétiquement clos lors de la visite, ou nécessitant un arrachage de revêtements destructif ou des démolitions, ou nécessitant des démontages de matériels ou des déplacements de meubles.

- Par ailleurs, toutes modifications ultérieures substantielles de l'ouvrage ou de son usage qui rendraient accessibles des matériaux qui n'étaient pas visibles précédemment, nécessitera la mise à jour de ce rapport de repérage, et annulera tout ou partie des conclusions données

6. LOCAUX VISITES

6.1. LOCAUX VISITES :

Liste des pièces : séjour-Salle à manger, cuisine, salle d'eau, toilette, palier, chambre, chambre 2, chambre 3, Toiture, Chaufferie, cellier, Atelier, grenier, grenier 2

Extérieurs et annexes : NEANT

Niveau	Zone	Local	Sol	Murs	Plafond	Conduits	Gaines	Coffres
0		séjour-Salle à manger	carrelage	peinture sur plâtre murs en pierres apparentes	peinture sur plâtre			
0		cuisine	carrelage	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			
0		salle d'eau	carrelage	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			
0		toilette	carrelage	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			
1		palier	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			
1		chambre	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			
1		chambre 2	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			
1		chambre 3	moquette collée	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			
3		Toiture						
0		Chaufferie	terre battue	murs en pierres apparentes	tôles sur toiture			
0		cellier	terre battue	murs en pierres apparentes	bois			
0		Atelier	terre battue	murs en pierres apparentes	bois			
1		grenier	bois	murs en pierres apparentes	plaques sur toiture			
1		grenier 2	bois	murs en pierres apparentes	plaques sur toiture			

Observations relatives aux pièces

Niveau	Zone	Pièce	Observations
0		cellier	Traces d'insectes xylophages sur les parties boisées, Pièces encombrée par du mobilier et objet, non visitable en totalité
0		Atelier	Traces d'insectes xylophages sur les parties boisées, Pièces encombrée par du mobilier et objet, non visitable en totalité
1		grenier	Traces d'insectes xylophages sur les parties boisées, Pièces encombrée par du mobilier et objet, non visitable en totalité

7. TABLEAU GENERAL DE REPERAGE

Observations générales: NEANT

Liste A	
Elément de construction	Prélèvements / Observations
Flocages	Sans objet

Liste A	
Elément de construction	Prélèvements / Observations
Calorifugeages	
Faux plafonds	

Liste B			
Elément de construction	Composants de la construction	Partie du composant inspecté ou sondé	Prélèvements / Observations
1. Parois verticales intérieures	Murs et cloisons "en dur" et poteaux (périphériques et intérieurs).		Sans objet
	Cloisons (légères et préfabriquées), gaines et coffres		Sans objet
2. Planchers et plafonds	Planchers		Sans objet
	Plafonds, poutres et charpentes, gaines et coffres.		Sans objet
3. Conduits, canalisations et équipements intérieurs	Conduits de fluides (air, eau, autres fluides)		Sans objet
	Clapets/volets coupe-feu		Sans objet
	Portes coupe-feu		Sans objet
	Vide-ordures		Sans objet
4. Eléments extérieurs	Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment)	⚠ Matériau ou produit contenant de l'amiante
	Bardages et façades légères		Sans objet
	Conduits en toiture et façade		Sans objet

8. MATERIAUX REPERES DANS LE CADRE DE LA MISSION

Matériaux de la liste A repérés dans le cadre de la mission décrite dans l'entête de ce rapport									
N° de repérage	Niveau	Zone homogène	Matériau	Photo	Prélèvement échantillon (1)	Résultat	Nombre de sondages D=destructif ND=non destructif		Evaluation de l'état de conservation
							D	ND	
			Aucun matériau						
(1) Prélèvements : Voir la synthèse des prélèvements. (2) Evaluation : Matériaux de la liste A : 1=Contrôle périodique, 2=Surveillance du niveau d'empoussièrement, 3=Tavaux à réaliser et prise de mesures									

Matériaux de la liste B repérés dans le cadre de la mission décrite dans l'entête de ce rapport											
N° de repérage	Niveau	Zone homogène	Composant	Partie de composant	Matériau	Photo	Prélèvement échantillon (1)	Résultat	Nombre de sondages D=destructif ND=non destructif		Type de Recommandation
									D	ND	
001	3	Toiture	Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment)	Ardoises fibro-ciment	X		⚠	0	0	AC1
002	1	grenier	Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment)	panneaux fibro	X		⚠	0	0	EP
003	1	grenier 2	Toitures	Plaques, ardoises, accessoires de couverture (composites, fibres-ciment)	panneaux fibro	X		⚠	0	0	EP
(1) Prélèvements : Voir la synthèse des prélèvements. (2) Type de recommandation : EP= évaluation périodique, AC1=action corrective de premier niveau, AC2=action corrective de second niveau											

9. REPORTAGE PHOTOS



001 : Ardoises fibro-ciment
Toiture



002 : panneaux fibro
grenier



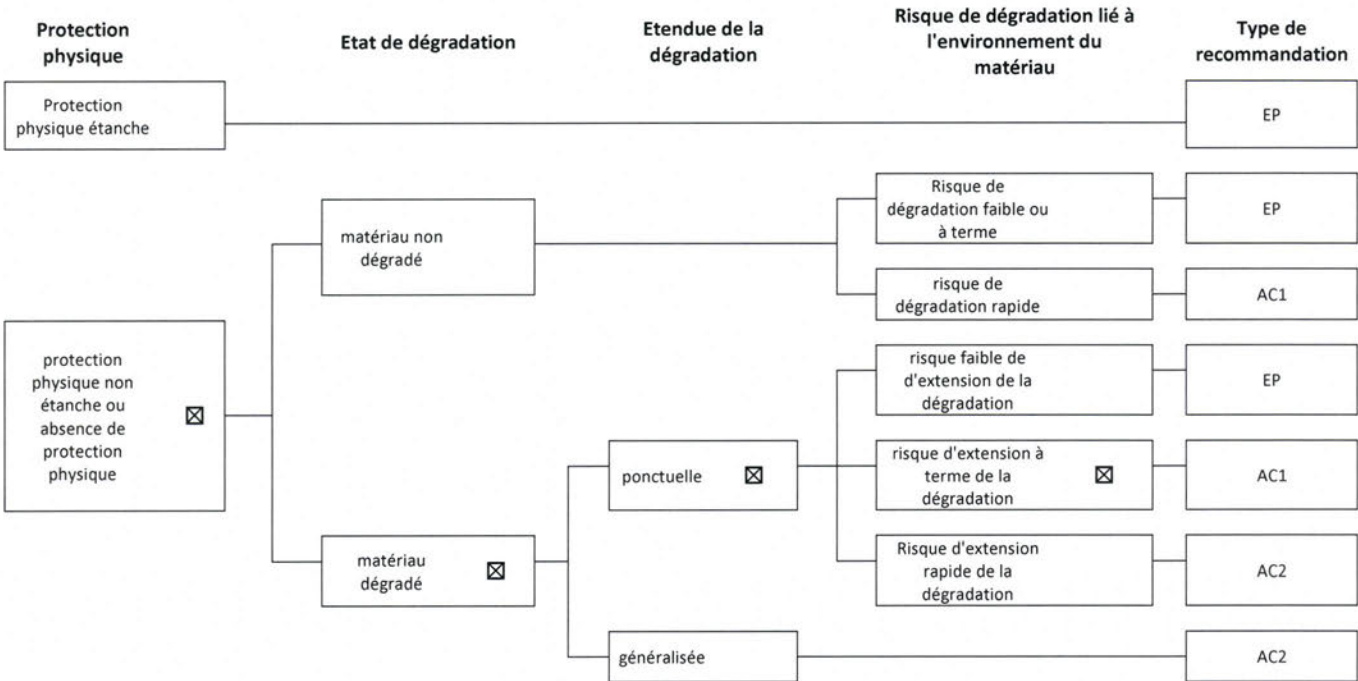
003 : panneaux fibro
grenier 2

10. CRITERES D'EVALUATION DE L'ETAT DE CONSERVATION DES MATERIAUX ET PRODUITS DE LA LISTE B CONTENANT DE L'AMIANTE ET DU RISQUE DE DEGRADATION LIES A LEUR ENVIRONNEMENT

Grille des critères d'évaluation de l'état de conservation du matériau de la liste B

No de dossier	C53-18-06-019
Date de l'évaluation	20/06/2018
Bâtiment	Maison
Local ou zone homogène	Toiture
Destination déclarée du local	Toiture
N° de repérage	Matériau
001	Ardoises fibro-ciment

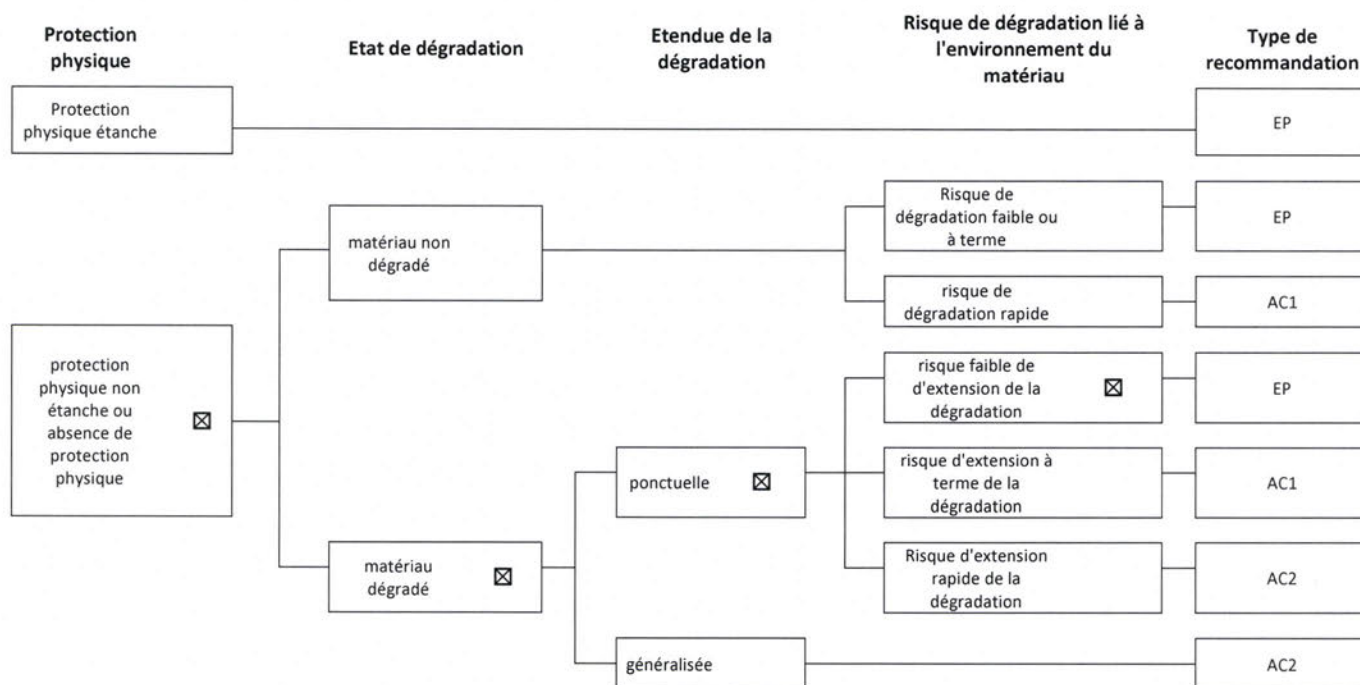
Type de recommandation	Conclusion en application des dispositions de l'article R. 1334-27
AC1	protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau présentant une dégradation ponctuelle ayant un risque d'extension à terme lié à l'environnement du matériau



Grille des critères d'évaluation de l'état de conservation du matériau de la liste B

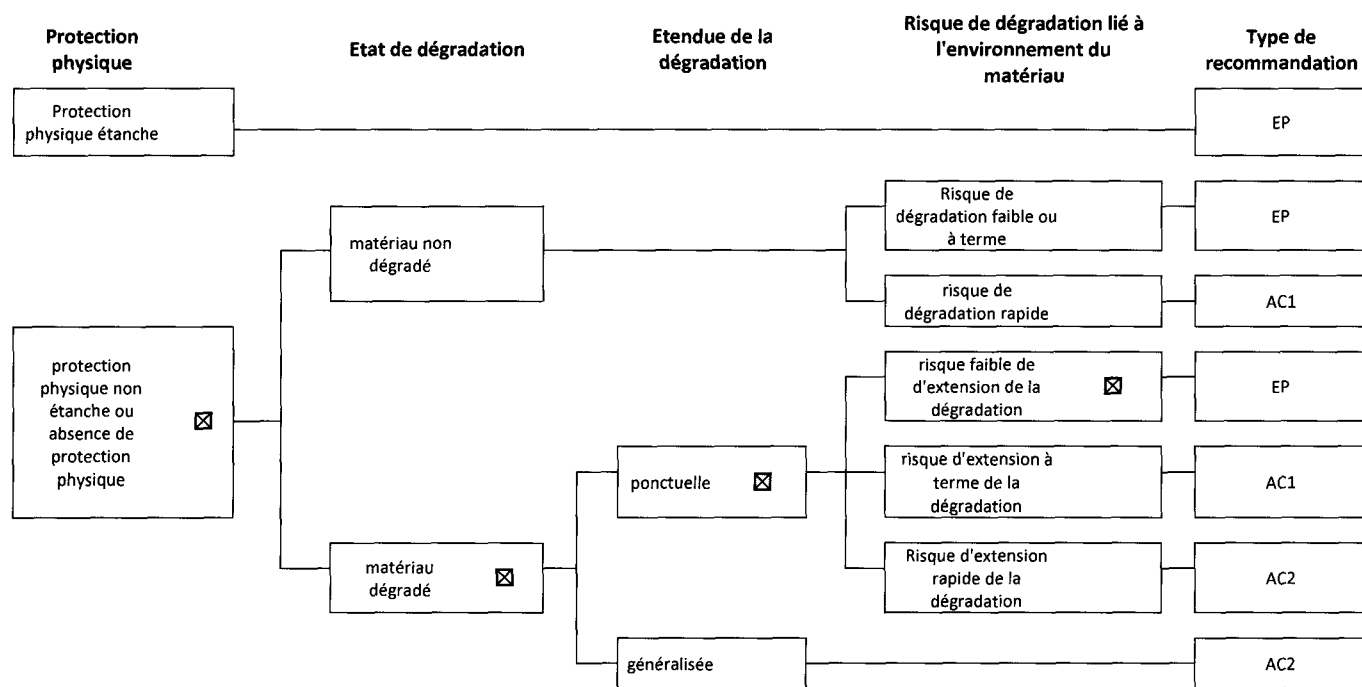
No de dossier	C53-18-06-019
Date de l'évaluation	20/06/2018
Bâtiment	Maison
Local ou zone homogène	grenier
Destination déclarée du local	grenier
N° de repérage	Matériau
002	panneaux fibro

Type de recommandation	Conclusion en application des dispositions de l'article R. 1334-27
EP	protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau présentant une dégradation ponctuelle ayant un risque faible d'extension lié à l'environnement du matériau











Grille des critères d'évaluation de l'état de conservation du matériau de la liste B	
No de dossier	C53-18-06-019
Date de l'évaluation	20/06/2018
Bâtiment	Maison
Local ou zone homogène	grenier 2
Destination déclarée du local	grenier 2
N° de repérage	Matériau
003	panneaux fibro

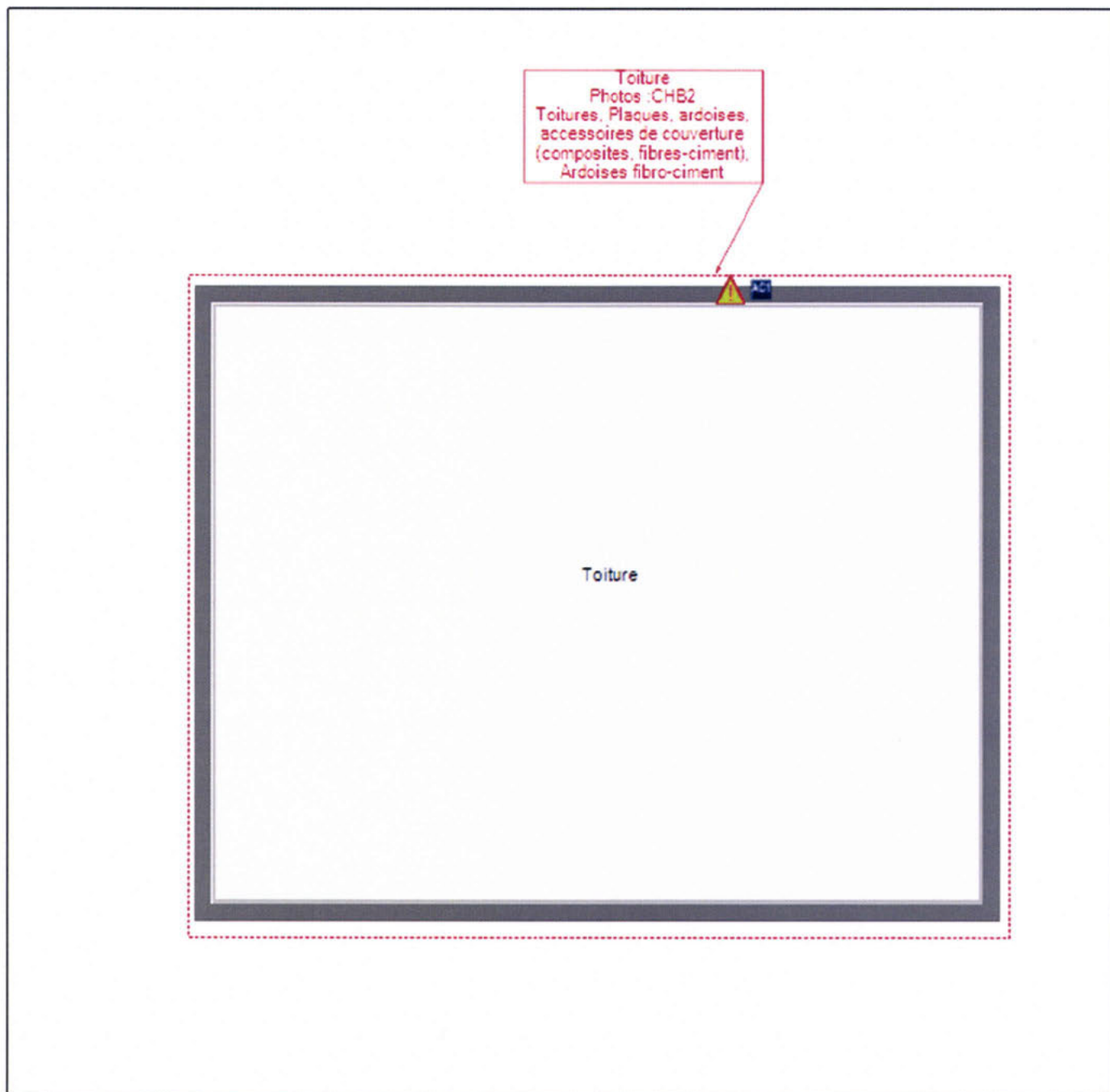
Type de recommandation	Conclusion en application des dispositions de l'article R. 1334-27
EP	protection physique non étanche ou absence de protection physique, matériau présentant une dégradation ponctuelle ayant un risque faible d'extension lié à l'environnement du matériau



11. ANNEXES

11.1. ANNEXE : CROQUIS

	Désignation		Désignation
	Absence de produit ou matériau contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur		Sondage non destructif
	Absence de produit ou matériau contenant de l'amiante après analyse		Sondage destructif
	Produit ou matériau contenant de l'amiante sur décision de l'opérateur		Locaux inaccessibles
	Produit ou matériau contenant de l'amiante après analyse		
	Produit ou matériau susceptible de contenir de l'amiante		



Maison - La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX
Niveau 3

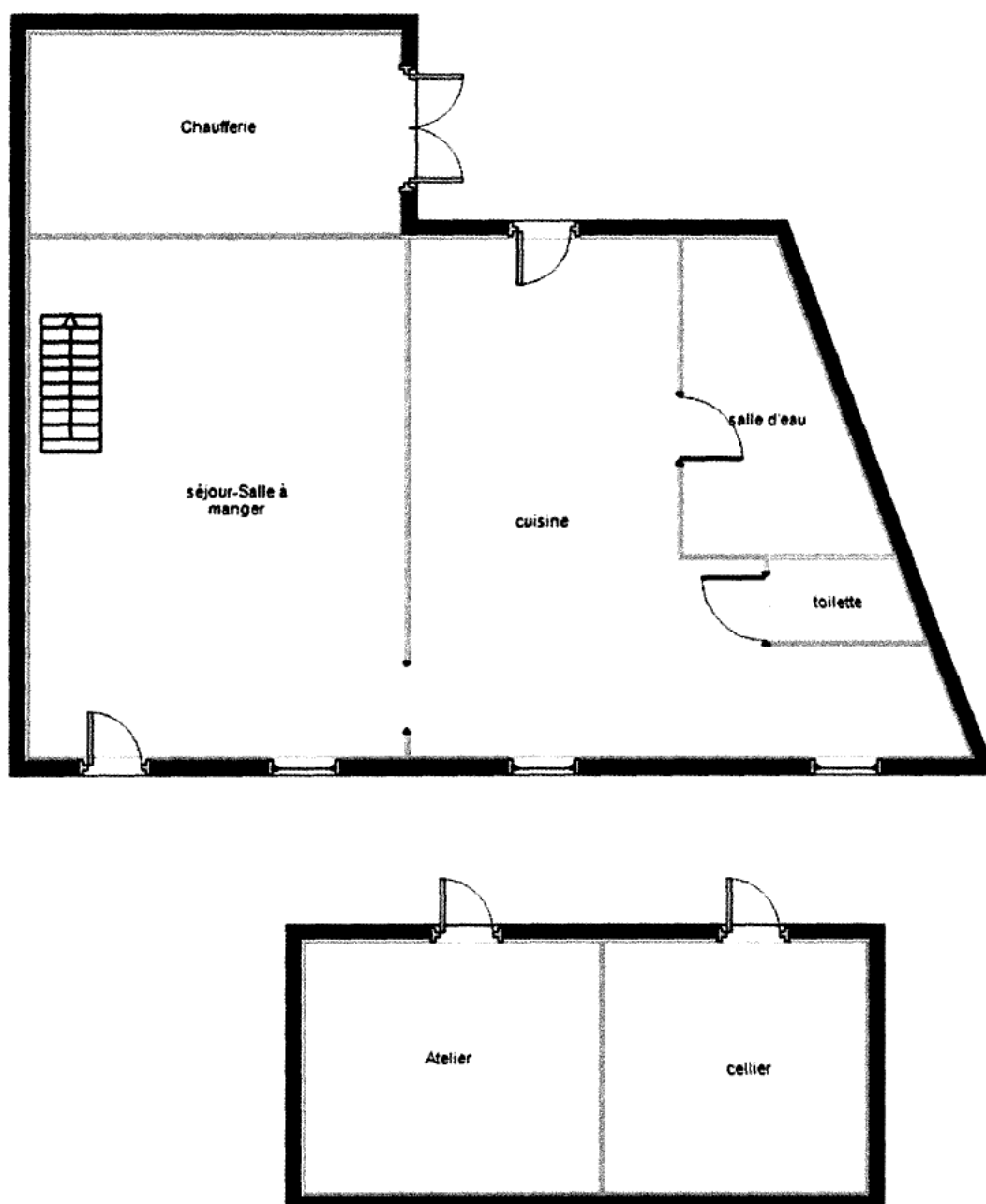
comble



Maison - La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX
Niveau 2



Maison - La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX
Niveau 1



Maison - La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX
Niveau 0

11.2. ANNEXE OBLIGATOIRE D'INFORMATIONS DANS LE CAS DE LA VENTE D'UN IMMEUBLE

Les maladies liées à l'amiante sont provoquées par l'inhalation des fibres. Toutes les variétés d'amiante sont classées comme substances cancérogènes avérées pour l'homme. L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de cancers (mésothéliomes, cancers broncho-pulmonaires) et d'autres pathologies non cancéreuses (épanchements pleuraux, plaques pleurales).

L'identification des matériaux et produits contenant de l'amiante est un préalable à l'évaluation et à la prévention des risques liés à l'amiante. Elle doit être complétée par la définition et la mise en œuvre de mesures de gestion adaptées et proportionnées pour limiter l'exposition des occupants présents temporairement ou de façon permanente dans l'immeuble. L'information des occupants présents temporairement ou de façon permanente est un préalable essentiel à la prévention du risque d'exposition à l'amiante.

Il convient donc de veiller au maintien du bon état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante afin de remédier au plus tôt aux situations d'usure anormale ou de dégradation.

Il conviendra de limiter autant que possible les interventions sur les matériaux et produits contenant de l'amiante qui ont été repérés et de faire appel aux professionnels qualifiés, notamment dans le cas de retrait ou de confinement de ce type de matériau ou produit.

Enfin, les déchets contenant de l'amiante doivent être éliminés dans des conditions strictes. Renseignez-vous auprès de votre mairie ou de votre préfecture. Pour connaître les centres d'élimination près de chez vous, consultez la base de données « déchets » gérée par l'ADEME, directement accessible sur le site internet www.sinoe.org.



Adresse postale :
4 rue Berteaux Dumas
CS 50057
92622 NEUILLY SUR SEINE Cedex
T : 01 58 86 78 00
F : 01 58 86 82 00
accueil@verlingue.fr
www.verlingue.fr

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE
Valable du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018

Nous soussignés VERLINGUE SAS – Courtage d'Assurances – 4 rue Berteaux Dumas - CS 50057 - 92522 NEUILLY
S/SEINE CEDEX, attestons par la présente que :

SARL CITODIAG
355 AVENUE PATTON
49066 ANGERS

Adhérent n°3639350704/63

a adhéré par notre intermédiaire, auprès d'AXA FRANCE IARD SA, régie par le Code des Assurances, dont le siège social est situé au n° 313 Terrasses de l'Arche - 92727 NANTERRE CEDEX, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n° 3639350704.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombier en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels non consécutifs, causés à des tiers dans le cadre des activités garanties indiquées ci-après et résultant d'un fait dommageable survenu dans l'exécution professionnelle de l'Assuré.

Mixtura de parantes Responsabilitate Certe Profesionalitate

Tous dommages confondus : Par diagnostiqueur : 750000 par an/10000 par année d'assurance

Activité principale : Diagnostic Technique

A 11 Diagnostic Techniques Involving Reagents

- [illegible]

(le permis est acquis uniquement aux diagnostiqueurs présentant un certificat de formation adéquat et spécifique à l'activité)

La présente attestation n'implique qu'une présomption de garantie et est délivrée pour les produits neufs. Elle ne couvre pas les produits d'occasion.

Fait à Neuilly-sur-Seine en France le 06/06/2009

le 12 février 2010

92522 NEUILLY-SUR-SEINE
TEL 01 55 78 00

accueil@verlingue.fr - www.verlingue.fr

QUIMPER NANTES RENNES VANNES PARIS LILLE MULHOUSE STRASBOURG DIJON LYON AIX-EN-PROVENCE TOULOUSE BORDEAUX
MANCHESTER HALIFAX SHEFFIELD ZURICH



Address: 11, Park Road, London, W11 3NN, UK. Tel: 020 7253 0000. Fax: 020 7253 0001. E-mail: info@paulfrank.com
 Web: www.paulfrank.com

bioRxiv preprint doi: <https://doi.org/10.1101/2021.07.06.450045>; this version posted July 6, 2021. The copyright holder for this preprint (which was not certified by peer review) is the author/funder, who has granted bioRxiv a license to display the preprint in perpetuity. It is made available under aCC-BY-NC-ND 4.0 International license.



	Certificat N° C2869	
	Monsieur CHARLES HENRY DE BOISSET	<small>ACCREDITATION N° 4-0004 PORTÉE DISPONIBLE SUR WWW.COFRAC.FR</small>
	Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2005 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.	
	dans le(s) domaine(s) suivant(s) :	
Amiante avec mention	Certificat valable Du 13/11/2017 au 12/11/2022	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Date d'établissement le lundi 13 novembre 2017		
Marjorie ALBERT Directrice Administrative		
<small>LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES F09 Certification de compétence version K 140415 Tél. 05 63 73 06 13 - Fax 05 63 73 32 87 - www.qualixpert.com sarl au capital de 8000 euros - APE 7120B - RCS Castres SIRET 493 037 832 00018</small>		


CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB
ARRETE DU 19 AOUT 2011 RELATIF AU CONSTAT DE RISQUE D'EXPOSITION AU PLOMB

RAPPORT ETABLI A L'OCCASION D'UN CONSTAT AVANT VENTE

Date du constat : 20/06/2018 - Date du rapport : mercredi 20 juin 2018

PROPRIETAIRE	COMMANDITAIRE
Nom : Adresse : La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX	Nom : Cabinet GOHIER-ROBERT-SOREAU Adresse : 119 Rue de l'Epine BP 30334 53003 - LAVAL CEDEX

DOSSIER N°: C53-18-06-019

ADRESSE DES LOCAUX VISITES	
MAISON LA FERTINIERE 53110 LASSAY LES CHATEAUX	

Conclusion

Le constat de risque d'exposition au plomb dans les peintures n'a pas révélé la présence de revêtements contenant du plomb. Absence d'enfant mineur de moins de 6 ans.

Durée de validité du rapport : Le présent rapport ne nécessite pas d'actualisation

Classes d'unités de diagnostic / Exclusions (UD=Unité de diagnostic)						
UD de Classe	3 : Dégradé	2 : Etat d'usage	1 : Non visible ou non dégradé	0 : < 1 mg/cm²	Non mesurées	Total
Nb	0	0	0	2	82	84
%	0.0%	0.0%	0.0%	2.4%	97.6%	100.0%

Fait à LA CORNUAILLE

Le mercredi 20 juin 2018

par **Charles-Henry de Boisset**



CITODIAG
DIAGNOSTICS IMMOBILIERS
LA RABINIERE
49440 LA CORNUAILLE
02 41 88 18 18
SARL au capital de 37 000 € - N° SIRET 494400000000000

Visite réalisée le : 20/06/2018, par notre technicien en présence de Maitre ROBERT

Circonstances et champs de la mission : Vente;

Etat d'occupation du bien : Bien occupé par le propriétaire

Caractéristiques de l'appareil à fluorescence X :

Modèle : XLP 300; N° de série : 15042; date chargement de la source : 01/03/2015; nature du nucléide : Cd 109; activité à la date de chargement de la source : 40 mCi

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

QUALIXPERT

17 rue Borrel - 81100 CASTRE

Certification : N° C2869 délivré le 15/05/2018 valide jusqu'au 14/05/2023

Assurance RCP : AXA N°3639350704 valide jusqu'au 31/12/2018

Ce rapport contient 17 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.

Edition en 1 exemplaire(s).

CITODIAG - La Rabinère - 49440 LA CORNUAILLE

Sarl au capital de 37 000 euros RCS Angers : 449 634 229 - N° TVA : FR 384 496 34229 - Code NAF : 7120 B

Agence Maine-et-Loire : Tél : 02 41 88 18 18 - Fax : 02 41 88 18 00 - Email : contact@citodiag.fr -

Agence Mayenne : 02.43.68.07.64

Sommaire

1	Objet de la mission	2
2	Appareil à fluorescence X	3
3	Locaux non visités et visités	4
4	Situations de risque de saturnisme infantile et de dégradation du bâti	5
5	Tableau récapitulatif des résultats	5
6	Les croquis	9
7	Annexes	13

1 OBJET DE LA MISSION

MISSION : C53-18-06-019

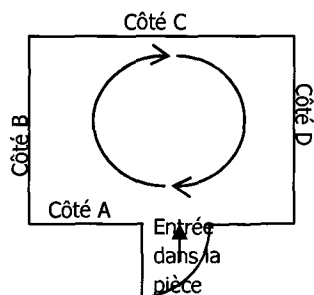
RAPPORT ETABLI A L'OCCASION D'UN CONSTAT AVANT VENTE

Description de la mission

NOTAIRE
Nom : Cabinet GOHIER-ROBERT-SOREAU
Adresse : 119 Rue de l'Epine BP 30334 53003 - LAVAL CEDEX Tel : 02.43.53.08.21

Adresse du bien visité : La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX ❖ Maison	
Nom locataire : Tel locataire :	
Accès : Type : Maison Usage : Habitation Date de construction : avant le 1er janvier 1949 Permis de construire : néant Nombre de Niveaux : Supérieurs : 3 niveau(x) Inférieurs : aucun niveau inférieur Propriété bâtie : Oui	Partie : Partie Privative Caractéristiques : Cadastre : Section : Non communiqué Parcelle : Non communiqué En copropriété : Non Lots :

METHODOLOGIE



L'intérieur d'une pièce est repéré par les côtés (côté A, B, C, ...). La visite se fait dans le sens des aiguilles d'une montre, de gauche à droite, de bas en haut. Les ouvertures du côté sont repérées par leur numéro en commençant à gauche par l'élément 1 (porte 1, fenêtre 1, ...)

2 APPAREIL A FLUORESCENCE X

Nom du fabricant	NITON		
Modèle appareil	XLP 300		
N° de série de l'appareil	15042		
Nature du nucléide	Cd 109		
Date du dernier chargement de la source	01/03/2015	Activité à cette date : 40 mCi	
Autorisation ASN (DGSNR)	N° T 490278	Date d'autorisation : 3 Avril 2017	
	Date de fin de validité de l'autorisation : 12 Avril 2020		
Nom du titulaire de l'autorisation ASN (DGSNR)	Ch de BOISSET		
Nom de la Personne Compétente en Radioprotection (PCR)	Ch de BOISSET		
Fabricant de l'étalon	NIST	n° NIST de l'étalon :	2573
Concentration	1.04+/- 0.06 mg/cm²	Incertitude :	0.8/1.12
Vérification de la justesse de l'appareil			
Date	N° mesure	Concentration en mg/cm²	
20/06/2018 15:36:10	1	0.96	
20/06/2018 15:36:14	2	0.79	

3 LOCAUX NON VISITES ET VISITES

Le diagnostic est limité aux locaux et aux éléments rendus accessibles lors de la visite.

LOCAUX ET PARTIES D'OUVRAGES NON VISITES :

Locaux non visités :

Niv	Zone/Bât	Pièce	Justification
2		comble	Pas d'accès

PARTIES D'OUVRAGE NON VISITEES : AUCUNE

PIECES ET ELEMENTS EXCLUS DU DIAGNOSTIC : DES UNITES DE DIAGNOSTIC N'ONT PAS FAIT L'OBJET DE MESURES. CELLES-CI SONT RECENSEES DANS LE TABLEAU DES MESURES DES UNITES DE DIAGNOSTIC.

Niv	Zone/Bât	Pièce	Justification
2		comble	inaccessible
0		Chaufferie	Pièce en murs bruts
0		cellier	Pièce en murs bruts
0		Atelier	Pièce en murs bruts
1		grenier	Pièce en murs bruts
1		grenier 2	Pièce en murs bruts

DESCRIPTIF DES LOCAUX VISITES :

Niveau	Zone/Bât	Local	Sol	Murs	Plafond	Corniche	Plinthe	Porte	Huissierie Porte	Fenêtre	Huissierie fenêtre	Volet
0		séjour-Salle à manger	carrelage	peinture sur plâtre murs en pierres apparentes	peinture sur plâtre			pvc	pvc	pvc	pvc	
0		cuisine	carrelage	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			bois	bois	pvc	pvc	
0		salle d'eau	carrelage	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			bois	bois			
0		toilette	carrelage	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			bois	bois			
1		palier	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			bois	bois			
1		chambre	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			bois	bois	bois	bois	
1		chambre 2	parquet	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			bois	bois	bois	bois	
1		chambre 3	moquette collée	peinture sur plâtre	peinture sur plâtre			peinture sur bois	peinture sur bois			
3		Toiture										
0		Chaufferie	terre battue	murs en pierres apparentes	tôles sur toiture							
0		cellier	terre battue	murs en pierres apparentes	bois							
0		Atelier	terre battue	murs en pierres apparentes	bois							
1		grenier	bois	murs en pierres apparentes	plaques sur toiture							
1		grenier 2	bois	murs en pierres apparentes	plaques sur toiture							

OBSERVATIONS RELATIVES AUX PIECES

Niv	Zone	Pièce	Observations
0		cellier	Traces d'insectes xylophages sur les parties boisées, Pièces encombrée par du mobilier et objet, non visitable en totalité
0		Atelier	Traces d'insectes xylophages sur les parties boisées, Pièces encombrée par du mobilier et objet, non visitable en totalité
1		grenier	Traces d'insectes xylophages sur les parties boisées, Pièces encombrée par du mobilier et objet, non visitable en totalité

4 SITUATIONS DE RISQUE DE SATURNISME INFANTILE ET DE DEGRADATION DU BATI

Situations de risque de saturnisme infantile

- ☐ - Au moins un local parmi les locaux objets du constat présente au moins 50 % d'unités de diagnostic de classe 3 ;
- ☐ - L'ensemble des locaux objets du constat présente au moins 20 % d'unités de diagnostic de classe 3 ;

Situations de dégradation du bâti

- ☐ - Les locaux objets du constat présentent au moins un plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré ;
- ☐ - Les locaux objets du constat présentent des traces importantes de coulures ou de ruissellement ou d'écoulement d'eau sur plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce ;
- ☐ - Les locaux objets du constat présentent plusieurs unités de diagnostic d'une même pièce recouverts de moisissures ou de nombreuses taches d'humidité.

5 TABLEAU RECAPITULATIF DES RESULTATS

INTERPRETATION

- **NV non visible** : si le revêtement contenant du plomb (peinture par exemple) est manifestement situé en dessous d'un revêtement sans plomb (papier peint par exemple), la description de l'état de conservation de cette peinture peut ne pas être possible ;
- **ND non dégradé** ;
- **état d'usage**, c'est-à-dire présence de dégradations d'usage couramment rencontrées dans un bien régulièrement entretenu (usure par friction, traces de chocs, microfissures...) : ces dégradations ne génèrent pas spontanément des poussières ou des écailles ;
- **dégradé**, c'est-à-dire présence de dégradations caractéristiques d'un défaut d'entretien ou de désordres liés au bâti, qui génèrent spontanément des poussières ou des écailles (pulvérulence, écaillage, cloquage, fissures, faïençage, traces de grattage, lézardes).

Pour les revêtements faisant l'objet de prélèvements, les résultats de l'analyse chimique en laboratoire seront connus seulement après la visite. Par conséquent, la description de leur état de conservation est systématique lors de la visite.

Les relevés des mesures comprennent :

1. Le numéro de mesure
2. la dénomination du local
3. le niveau (0 correspond au rez-de-chaussée, 1 correspond au premier étage, -1 correspond au premier sous-sol, ...)
4. la zone (le sol, le plafond et une lettre pour chaque mur : A,B,C ...)
5. la dénomination de l'unité de diagnostic (Mur, porte, fenêtre, ...)
6. le substrat
7. le revêtement apparent
8. la localisation de la mesure
9. la mesure exprimé en mg/cm²
10. la nature de la dégradation
11. le classement (D : dégradé, EU : état d'usage, ND : non dégradé, NV : non visible)
12. Observations
 - Coul : traces importantes de coulures ou traces importantes de ruissellement ou d'écoulement d'eau
 - Mois : Moisissures
 - Hum : Tâches d'humidité
 - Eff : plancher ou plafond menaçant de s'effondrer ou en tout ou partie effondré

Comment lire les tableaux qui suivent :

- **Résultats de mesures de classe 3 : dégradé (concentration en plomb ≥ 1 mg/cm²)**
- **Résultats de mesures de classe 2 : état d'usage (concentration en plomb ≥ 1 mg/cm²)**
- **Résultats de mesures de classe 1 : non dégradé ou non visible (concentration en plomb ≥ 1 mg/cm²)**
- Résultats de mesures de classe 0 (concentration < 1 mg/cm²)
- **Unité de diagnostic non mesurée avec justification « non mes. »**

Les numéros de mesures de test : 1, 2

- Local : séjour-Salle à manger						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
3	0	A	Mur	Plâtre	peinture		0.56		0	
4							0.46			
		A	Porte	PVC			non mes.			Elément récent
		A	Huisserie porte	PVC			non mes.			Elément récent
	0	B	Mur	Murs en pierres apparentes			non mes.			Elément récent
5	0	C	Mur	Plâtre	peinture		0.24		0	
6							0.01			
		D	Mur	Murs en pierres apparentes			non mes.			Murs bruts
	0	Plafond	Plafond	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent

- Local : cuisine						Nombre total d'unités de diagnostic : 17 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0	A	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	B	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	B	Porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	B	Huisserie porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	C	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	C	Porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	C	Huisserie porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	D	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	E	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	E	Porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	E	Huisserie porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	F	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	G	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	H	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	H	Fenêtre	PVC			non mes.			Elément récent
	0	H	Huisserie fenêtre	PVC			non mes.			Elément récent
	0	Plafond	Plafond	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent

- Local : salle d'eau						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0	A	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	A	Porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	A	Huisserie porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	B	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	C	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	D	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	Plafond	Plafond	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent

- Local : toilette						Nombre total d'unités de diagnostic : 7 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	0	A	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	A	Porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	A	Huisserie porte	Bois			non mes.			Elément récent
	0	B	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	C	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	D	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	0	Plafond	Plafond	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent

- Local : palier						Nombre total d'unités de diagnostic : 13 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	1	A	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	B	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	C	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	C	Porte	Bois			non mes.			Elément récent
	1	C	Huisserie porte	Bois			non mes.			Elément récent
	1	D	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	D	Porte	Bois			non mes.			Elément récent
	1	D	Huisserie porte	Bois			non mes.			Elément récent
	1	E	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	E	Fenêtre				non mes.			Elément récent
	1	E	Huisserie fenêtre				non mes.			Elément récent
	1	F	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	Plafond	Plafond	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent

- Local : chambre						Nombre total d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	1	A	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	A	Porte	Bois			non mes.			Elément récent
	1	A	Huisserie porte	Bois			non mes.			Elément récent
	1	B	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	C	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	D	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	E	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	E	Fenêtre	Bois			non mes.			Elément récent
	1	E	Huisserie fenêtre	Bois			non mes.			Elément récent
	1	F	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	Plafond	Plafond	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent

- Local : chambre 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	1	A	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent

- Local : chambre 2						Nombre total d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	1	A	Porte	Bois			non mes.			Elément récent
	1	A	Huisserie porte	Bois			non mes.			Elément récent
	1	B	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	C	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	C	Fenêtre	Bois			non mes.			Elément récent
	1	C	Huisserie fenêtre	Bois			non mes.			Elément récent
	1	D	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	E	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	F	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	Plafond	Plafond	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent

- Local : chambre 3						Nombre total d'unités de diagnostic : 11 - Nombre d'unités de classe 3 : 0 - % de classe 3 : 0.0%				
N°	Niveau	Zone	Unité de diagnostic	Substrat	Revêtement apparent	Localisation de la mesure (facultatif)	Concentration (mg/cm²)	Etat de conservation	Classement de l'unité de diagnostic	Observations
	1	A	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	A	Porte	Bois	peinture		non mes.			Elément récent
	1	A	Huisserie porte	Bois	peinture		non mes.			Elément récent
	1	B	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	B	Fenêtre				non mes.			Elément récent
	1	B	Huisserie fenêtre				non mes.			Elément récent
	1	C	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	D	Mur	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent
	1	D	Fenêtre				non mes.			Elément récent
	1	D	Huisserie fenêtre				non mes.			Elément récent
	1	Plafond	Plafond	Plâtre	peinture		non mes.			Elément récent

Interprétation rappel :

- Mesures de classe 3 : effectuer les travaux de remise en état
 - Mesures de classe 2 : maintenir en bon état
 - Mesures de classe 1 : maintenir en bon état
 - Résultats de mesures de classe 0 (concentration <1 mg/cm²)
 - Unité de diagnostic non mesurée avec justification « non mes. »
- En cas de doublage des surfaces murales ou plafonds, nous ne pouvons pas conclure sur l'absence ou la présence de plomb dans les revêtements doublés

6 LES CROQUIS

Présence de plomb dans les peintures : **ND** non dégradé, **NV** non visible, **EU** état d'usage, **D** dégradé

Locaux inaccessibles, **LI** sens de la visite.



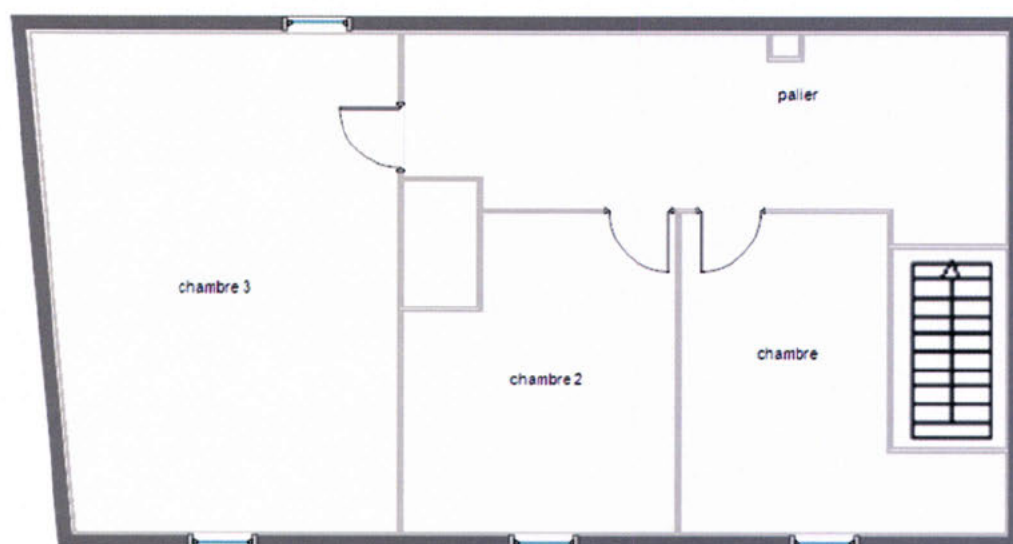
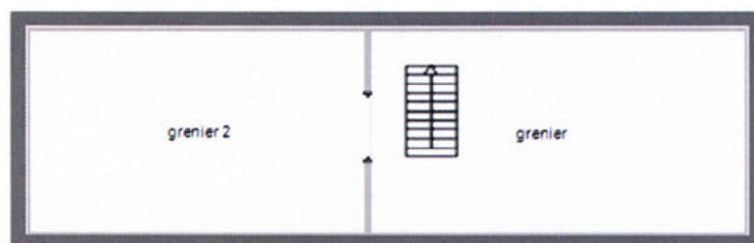
Toiture

Maison - La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX
Niveau 3

comble



Maison - La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX
Niveau 2



Maison - La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX
Niveau 1



Maison - La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX
Niveau 0

7 ANNEXES

Références réglementaires

Le présent rapport établit un diagnostic sur les risques inhérents à la présence de plomb en application de :

- ☒ Arrêté du 19 août 2011 relatif au constat de risque d'exposition au plomb
- ☒ [code de la santé publique](#), notamment les articles L. 1334-5 à L. 1334-10 et R. 1334-10 à R. 1334-12
 - Art. R. 1334-10. - L'auteur du constat de risque d'exposition au plomb établi en application de l'article L. 1334-5 identifie les éléments comportant un revêtement, précise la concentration en plomb de ces revêtements et la méthode d'analyse utilisée pour la mesurer et décrit l'état de conservation des revêtements contenant du plomb, selon un protocole précisé par un arrêté conjoint des ministres chargés du logement et de la santé. Il consigne, le cas échéant, dans le rapport du constat la liste des facteurs de dégradation du bâti mentionnés à l'article L. 1334-5 qu'il a relevés.
 - Lorsque l'auteur du constat transmet une copie du constat au préfet en application de l'article L. 1334-10, il en informe le propriétaire, le syndicat des copropriétaires ou l'exploitant du local d'hébergement.
 - Art. R. 1334-11. - Le constat de risque d'exposition au plomb est dressé par un contrôleur technique agréé au sens de l'article L. 111-25 du code de la construction et de l'habitation ou par un technicien de la construction qualifié.
 - Art. R. 1334-12. - L'information des occupants et des personnes amenées à exécuter des travaux prévue par l'article L. 1334-9 est réalisée par la remise d'une copie du constat de risque d'exposition au plomb par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement.
 - Article L1334-9 (Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 art. 76 III Journal Officiel du 11 août 2004) (Ordonnance n° 2005-1087 du 1 septembre 2005 art. 2 I Journal Officiel du 2 septembre 2005). Si le constat, établi dans les conditions mentionnées aux articles L. 1334-6 à L. 1334-8, met en évidence la présence de revêtements dégradés contenant du plomb à des concentrations supérieures aux seuils définis par l'arrêté mentionné à l'article L. 1334-2, le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement doit en informer les occupants et les personnes amenées à faire des travaux dans l'immeuble ou la partie d'immeuble concerné. Il procède aux travaux appropriés pour supprimer le risque d'exposition au plomb, tout en garantissant la sécurité des occupants. En cas de location, lesdits travaux incombent au propriétaire bailleur. La non réalisation desdits travaux par le propriétaire bailleur, avant la mise en location du logement, constitue un manquement aux obligations particulières de sécurité et de prudence susceptible d'engager sa responsabilité pénale.
- ☒ Le constat de risque d'exposition au plomb est tenu par le propriétaire ou l'exploitant du local d'hébergement à disposition des agents ou services mentionnés à l'article L. 1421-1 ainsi que, le cas échéant, des agents chargés du contrôle de la réglementation du travail et des agents des services de prévention des organismes de sécurité sociale.

Le vendeur ou son mandataire transmettra une copie du présent rapport, annexes comprises aux occupants et aux personnes appelées à faire des travaux dans l'immeuble.

Notice d'information

Si le logement que vous vendez, achetez ou louez comporte des revêtements contenant du plomb, sachez que le plomb est dangereux pour la santé.

Deux documents vous informent :

- le constat de risque d'exposition au plomb vous permet de localiser précisément ces revêtements : lisez-le attentivement !
- la présente notice d'information résume ce que vous devez savoir pour éviter l'exposition au plomb dans ce logement.

Les effets du plomb sur la santé

L'ingestion ou l'inhalation de plomb est toxique. Elle provoque des effets réversibles (anémie, troubles digestifs) ou irréversibles (atteinte du système nerveux, baisse du quotient intellectuel, etc.). Une fois dans l'organisme, le plomb est stocké, notamment dans les os, d'où il peut être libéré dans le sang, des années ou même des dizaines d'années plus tard. L'intoxication chronique par le plomb, appelée saturnisme, est particulièrement grave chez le jeune enfant. Les femmes en âge de procréer doivent également se protéger car, pendant la grossesse, le plomb peut traverser le placenta et contaminer le fœtus.

Les mesures de prévention en présence de revêtements contenant du plomb

Des peintures fortement chargées en plomb (céruse) ont été couramment utilisées jusque vers 1950. Ces peintures, souvent recouvertes par d'autres revêtements depuis, peuvent être dégradées à cause de l'humidité, à la suite d'un choc, par grattage ou à l'occasion de travaux : les écailles et les poussières ainsi libérées constituent alors une source d'intoxication. Ces peintures représentent le principal risque d'exposition au plomb dans l'habitation.

Le plomb contenu dans les peintures ne présente pas de risque tant qu'elles sont en bon état ou inaccessibles. En revanche, le risque apparaît dès qu'elles s'écailent ou se dégradent. Dans ce cas, votre enfant peut s'intoxiquer :

- s'il porte à la bouche des écailles de peinture contenant du plomb ;
- s'il se trouve dans une pièce contaminée par des poussières contenant du plomb ;
- s'il reste à proximité de travaux dégageant des poussières contenant du plomb.

Le plomb en feuille contenu dans certains papiers peints (posés parfois sur les parties humides des murs) n'est dangereux qu'en cas d'ingestion de fragments de papier. Le plomb laminé des balcons et rebords extérieurs de fenêtre n'est dangereux que si l'enfant a accès à ces surfaces, y porte la bouche ou suce ses doigts après les avoir touchées.

Pour éviter que votre enfant ne s'intoxique :

- surveillez l'état des peintures et effectuez les menues réparations qui s'imposent sans attendre qu'elles s'aggravent ;
- lutez contre l'humidité, qui favorise la dégradation des peintures ;
- évitez le risque d'accumulation des poussières : ne posez pas de moquette dans les pièces où l'enfant joue, nettoyez souvent le sol, les rebords de fenêtres avec une serpillière humide ;
- veillez à ce que votre enfant n'ait pas accès à des peintures dégradées, à des papiers peints contenant une feuille de plomb, ou à du plomb laminé (balcons, rebords extérieurs de fenêtres) ; lavez ses mains, ses jouets.

En cas de travaux portant sur des revêtements contenant du plomb, prenez des précautions :

- si vous confiez les travaux à une entreprise, remettez-lui une copie du constat du risque d'exposition au plomb, afin qu'elle mette en œuvre les mesures de prévention adéquates ;
- tenez les jeunes enfants éloignés du logement pendant toute la durée des travaux ; avant tout retour d'un enfant après travaux, les locaux doivent avoir été parfaitement nettoyés ;
- si vous réalisez les travaux vous-même, prenez soin d'éviter la dissémination de poussières contaminées dans tout le logement et éventuellement le voisinage.

Si vous êtes enceinte :

- ne réalisez jamais vous-même des travaux portant sur des revêtements contenant du plomb ;
- éloignez-vous de tous travaux portant sur des revêtements contenant du plomb.

Si vous craignez qu'il existe un risque pour votre santé ou celle de votre enfant, parlez-en à votre médecin (généraliste, pédiatre, médecin de protection maternelle et infantile, médecin scolaire) qui prescrira, s'il le juge utile, un dosage de plomb dans le sang (plombémie). Des informations sur la prévention du saturnisme peuvent être obtenues auprès des directions départementales des territoires, des agences régionales de la santé ou des services communaux d'hygiène et de santé, ou sur les sites internet des ministères chargés de la santé et du logement.

Autorisation ASN/DGSNR et attestation du fabricant de la source

REPUBLIQUE FRANÇAISE



AUTORISATION D'EXERCER UNE ACTIVITE NUCLEAIRE A DES FINS NON MEDICALES

Le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire,

Vu le code de la santé publique, notamment ses articles L.1333-4 et R.1333-17,

Vu le code du travail, notamment ses articles R.4451-1 à R.4457-14,

Vu la loi n°2006-686 du 13 juin 2006 relative à la transparence et à la sécurité en matière nucléaire, notamment le point g) du 6° de son article 3 ;

Vu l'autorisation précédemment délivrée sous la référence Division Nantes n°1160-2006 ;

Après examen de la demande présentée le 16/10/2009 par Monsieur Charles Henry de BOISSET, également chef d'établissement (formulaire daté du 14/10/2009 et documents associés) ;

DECIDE

Article 1 : L'autorisation d'exercer une activité nucléaire à des fins non médicales est délivrée à Monsieur Charles Henry de BOISSET (titulaire de l'autorisation).

Cette autorisation permet au titulaire de détenir et utiliser des radionucléides en sources scellées.

Cette autorisation est accordée aux seules fins d'analyse par fluorescence X pour recherche de plomb dans les peintures.

Article 2 : L'exercice de l'activité nucléaire autorisée par la présente décision doit répondre aux caractéristiques et aux prescriptions mentionnées en annexes 1, 2 et 3 de la présente autorisation.

Article 3 : La réception des installations ne peut être prononcée par le titulaire qu'après la réalisation des contrôles initiaux prévus aux articles R.1333-32 du code de la santé publique et R.4452-12 du code du travail. Les non-conformités signalées lors de ces contrôles devront faire l'objet d'un suivi formalisé. Tant que la réception des installations n'a pas été prononcée, la présente autorisation est limitée à :

- la détention des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente autorisation ;
- l'utilisation des sources de rayonnements ionisants mentionnées dans la présente autorisation à la seule fin de réalisation des contrôles initiaux prévus aux articles R.1333-32 du code de la santé publique et R.4452-12 du code du travail.

Article 4 : La présente autorisation, enregistrée sous le numéro T490278, est référencée Dép-Nantes-N°1580/2009. Elle abroge et remplace l'autorisation référencée Division Nantes n°1160-2006.

Article 5 : Cette autorisation, non transférable, est valable jusqu'au 15/12/2014.

Elle peut être renouvelée sur demande présentée à l'Autorité de sûreté nucléaire au plus tard six mois avant la date d'expiration.

Article 6 : Les conditions d'exercice de l'activité nucléaire ainsi que les installations où est exercée cette activité doivent être conformes aux dispositions du code de la santé publique et du code du travail, ainsi qu'aux dispositions décrites dans le dossier de demande d'autorisation.

Dans le cas contraire, des sanctions sont prévues par les articles L.1337-5 et suivants du code de la santé publique.

Article 7 : La présente décision est notifiée au titulaire de l'autorisation par le directeur général de l'Autorité de sûreté nucléaire.


Fait à Nantes, le 16 10 2009

Pour le Président de l'Autorité de sûreté nucléaire
et par délégation,
Le chef de la division de Nantes

Pierre SIEFRIDT

www.asn.fr
6, place du Colonel Bourgoin • 75572 Paris cedex 12
Téléphone 01 40 19 86 00 • Fax 01 40 19 86 69

Certificat de l'opérateur




Certificat N° C2869

Monsieur Charles Henry DE BOISSET

Certifié dans le cadre du processus de certification PR04 consultable sur www.qualixpert.com conformément à l'ordonnance 2005-655 titre III du 8 juin 2006 et au décret 2006-1114 du 05 septembre 2006.


dans le(s) domaine(s) suivant(s) :

Constat de risque d'exposition au plomb	Certificat valable Du 15/05/2018 au 14/05/2023	Arrêté du 21 novembre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb, des diagnostics du risque d'intoxication par le plomb des peintures ou des contrôles après travaux en présence de plomb, et les critères d'accréditation des organismes de
Diagnostic de performance énergétique tous types de bâtiments	Certificat valable Du 17/04/2018 au 18/04/2023	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification.
Amiante avec mention	Certificat valable Du 13/11/2017 au 12/11/2022	Arrêté du 25 juillet 2016 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérages, d'évaluation périodique de l'état de conservation des matériaux et produits contenant de l'amiante, et d'examen visuel après travaux dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification.



Date d'établissement le mardi 03 avril 2018

Marjorie ALBERT
Directrice Administrative



LCC 17, rue Borrel - 81100 CASTRES
F09 Certification de compétence version 2.14/04/19

La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX

www.verlingue.fr

Valable du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018

Adhérent n°3639350704/63

Le contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombier en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels non consécutifs, causés à des tiers dans le cadre des activités garanties indiquées ci-après et résultant d'un fait dommageable survenu dans l'exécution professionnelle de l'Assuré.

1. **Introduction**

[illegible]

(Le garant est acquis uniquement aux diagnostiqueurs figurant titulaire d'un certificat de compétence en cours de validité, délivré par un Organisme accrédité par la COFRAC selon la norme 17034).

[illegible]

(le candidat est acquis uniquement aux diagnostiqueurs présentant un certificat de formation adéquat et spécifique à l'activité)

La présente attestation d'attribution d'une prescription de garantie est délivrée pour les acquisitions effectuées en vertu de la loi n° 2007-1197 du 27 juillet 2007 relative à la sécurité des véhicules à moteur.

Fait à Neuilly-sur-Seine en un exemplaire original
le 12 février 2013
92522 NEUILLY SUR SEINE cedex
Tél. 01 55 39 79 00

QUIMPER NANTES RENNES VANNES PARIS LILLE MULHOUSE STRASBOURG DIJON LYON AIX-EN-PROVENCE TOULOUSE BORDEAUX



THE COUNCIL
OF INSURANCE
BROKERS AND AGENTS

bioRxiv preprint doi: <https://doi.org/10.1101/2020.07.14.201381>; this version posted July 14, 2020. The copyright holder for this preprint (which was not certified by peer review) is the author/funder, who has granted bioRxiv a license to display the preprint in perpetuity. It is made available under aCC-BY-NC-ND 4.0 International license.



WBN
Worldwide Business Network

**RAPPORT DE L'ÉTAT DE L'INSTALLATION
INTÉRIEURE D'ÉLECTRICITÉ**


ETABLI A L'OCCASION D'UNE VENTE

SUIVANT L'ARRETE DU 28 SEPTEMBRE 2017 DEFINISSANT LE MODELE ET LA METHODE DE REALISATION DE L'ETAT
de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation

Rédigé le mercredi 20 juin 2018

PROPRIETAIRE
Nom : \
Adresse : La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX

DOSSIER N°: C53-18-06-019

ADRESSE DES LOCAUX VISITES	
MAISON LA FERTINIERE 53110 LASSAY LES CHATEAUX	

☐ L'installation intérieure d'électricité ne comporte aucune anomalie.

☒ L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est
vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

Durée de validité du rapport : 3 ans , rapport valide jusqu'au 19/06/2021

Ce rapport contient 11 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.

Edition en 1 exemplaires.

CITODIAG - La Rabinière - 49440 LA CORNUAILLE
Sarl au capital de 37 000 euros RCS Angers : 449 634 229 - N° TVA : FR 384 496 34229 - Code NAF : 7120 B
Agence Maine-et-Loire : Tél : 02 41 88 18 18 - Fax : 02 41 88 18 00 - Email : contact@citodiag.fr -
Agence Mayenne : 02.43.68.07.64

Sommaire

1- Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances	2
2 Identification du donneur d'ordre	2
3 Identification de l'opérateur	2
4 Limites du domaine d'application du diagnostic :	3
5 Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes	3
6 - Avertissement particulier	4
7 - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel	4
8 - Explications détaillées relatives aux risques encourus	4
Annexe : Photos	6
Annexe : Equipement	8
Annexe : Références réglementaires	8
Annexe : Attestation d'assurance	10
Annexe : Certificat de l'opérateur	11

1- Désignation et description du local d'habitation et de ses dépendances

Localisation du local d'habitation et de ses dépendances :
- LASSAY LES CHATEAUX

Type d'immeuble : **Maison**
MAISON SIS LA FERTINIÈRE - 53110 LASSAY LES CHATEAUX

Référence cadastrale : **section Non communiqué, parcelle Non communiqué**

Désignation et situation du lot de (co)propriété :

Année de construction : **avant le 1er janvier 1949**

Désignation de l'installation	Distributeur d'électricité	Année de l'installation	Alimentée lors du diagnostic
Installation principale	ERDF	Inconnue	OUI

Identification des parties du bien (pièces et emplacements), n'ayant pu être visitées et justification

Niveau	Pièce	Emplacement	Justification
2	comble		Pas d'accès

2- Identification du donneur d'ordre

Identité du donneur d'ordre :

Nom : **Cabinet GOHIER-ROBERT-SOREAU**
Adresse : **119 Rue de l'Epine**
BP 30334 - 53003 LAVAL CEDEX

Qualité du donneur d'ordre :

- ☐ Le propriétaire
☒ Le notaire
☐ Autre

Identité du propriétaire :

Nom : **M. TEIXEIRA MORTEIRA Armindo**
Adresse : **La Fertinière - 53110 LASSAY LES CHATEAUX**

3 - Identification de l'opérateur

Identité de l'opérateur : **Charles-Henry de Boisset**
Nom et raison sociale de l'entreprise : **CITODIAG**
Adresse : **La Rabinière, 49440 LA CORNUAILLE**
SIRET : **449 634 229 00040**

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

ICERT

116B rue Egène Pottier - 35000 RENNES

Certification CDPI0540

Assurance de l'opérateur : **AXA N°3639350704 valide jusqu'au 31/12/2018**

4 - Limites du domaine d'application du diagnostic :

L'état de l'installation intérieure d'électricité porte sur l'ensemble de l'installation intérieure d'électricité à basse tension des locaux à usage d'habitation située en aval de l'appareil général de commande et de protection de cette installation. Il ne concerne pas les matériels d'utilisation amovibles, ni les circuits internes des matériels d'utilisation fixes, destinés à être reliés à l'installation électrique fixe, ni les installations de production ou de stockage par batteries d'énergie électrique du générateur jusqu'au point d'injection au réseau public de distribution d'énergie ou au point de raccordement à l'installation intérieure. Il ne concerne pas non plus les circuits de téléphonie, de télévision, de réseau informatique, de vidéophonie, de centrale d'alarme, etc., lorsqu'ils sont alimentés en régime permanent sous une tension inférieure ou égale à 50 V en courant alternatif et 120 V en courant continu.

L'intervention de l'opérateur réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité ne porte que sur les constituants visibles, visitables, de l'installation au moment du diagnostic. Elle s'effectue sans démontage de l'installation électrique (hormis le démontage des capots des tableaux électriques lorsque cela est possible) ni destruction des isolants des câbles.

Des éléments dangereux de l'installation intérieure d'électricité peuvent ne pas être repérés, notamment :

les parties de l'installation électrique non visibles (incorporées dans le gros œuvre ou le second œuvre ou masquées par du mobilier) ou nécessitant un démontage ou une détérioration pour pouvoir y accéder (boîtes de connexion, conduits, plinthes, goulottes, huisseries, éléments chauffants incorporés dans la maçonnerie, luminaires des piscines plus particulièrement) ;

les parties non visibles ou non accessibles des tableaux électriques après démontage de leur capot ;

inadéquation entre le courant assigné (calibre) des dispositifs de protection contre les surintensités et la section des conducteurs sur toute la longueur des circuits ;

Cas particulier des immeubles collectifs à usage d'habitation :

En immeuble collectif d'habitation, seule la présence d'une DERIVATION INDIVIDUELLE DE TERRE en partie privative est vérifiée. La présence d'une PRISE DE TERRE, d'un CONDUCTEUR DE TERRE, de la borne ou barrette principale de terre, du CONDUCTEUR PRINCIPAL DE PROTECTION, et d'une LIAISON EQUIPOTENTIELLE principale n'est pas vérifiée puisque situés dans les parties communes, lesquelles ne sont pas visées par le DIAGNOSTIC.

5 - Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes

Les domaines faisant l'objet d'anomalies sont :

- ☐ 1 - L'appareil général de commande et de protection et son accessibilité.
- ☒ 2 - Le dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation électrique et sa sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre.
- ☒ 3 - Le dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit.
- ☒ 4 - La liaison équipotentielle et installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une baignoire ou une douche.
- ☒ 5 - Matériels électriques présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension - Protection mécanique des conducteurs.
- ☒ 6 - Des matériels électriques vétustes, inadaptés à l'usage.

Installations particulières :

- ☐ P1, P2 - Des appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis la partie privative ou inversement.
- ☐ P3 - La piscine privée, ou le bassin de fontaine.

Informations complémentaires :

IC - Socles de prise de courant, dispositif à courant différentiel résiduel à haute sensibilité

Une partie seulement de l'installation électrique est protégée par au moins un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.

Au moins un socle de prise de courant n'est pas de type à obturateur.

L'ensemble des socles de prise de courant possède un puits de 15 mm.

En cas d'anomalie, l'annexe, ci-après intitulée « *résultat de l'état de l'installation intérieure d'électricité* », détaille l'état de l'installation intérieure d'électricité réalisé.

6 - Avertissement particulier

Libellé des points de contrôle n'ayant pu être vérifiés	Motifs
Connexion assurée des éléments conducteurs de la structure porteuse et des canalisations métalliques à la liaison équipotentielle principale (résistance de continuité ≤ 2 ohms).	Non visible
Section satisfaisante du conducteur de liaison équipotentielle principale	
Qualité satisfaisante de la connexion du conducteur de liaison équipotentielle principale, du conducteur principal de protection, sur éléments conducteurs	
Pour les points de contrôle du DIAGNOSTIC n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un OPERATEUR DE DIAGNOSTIC certifié lorsque l'installation sera alimentée	

7 - Conclusion relative à l'évaluation des risques relevant du devoir de conseil de professionnel

Pour les points de contrôle du DIAGNOSTIC n'ayant pu être vérifiés, il est recommandé de faire contrôler ces points par un installateur électricien qualifié ou par un organisme d'inspection accrédité dans le domaine de l'électricité, ou, si l'installation électrique n'était pas alimentée, par un OPERATEUR DE DIAGNOSTIC certifié lorsque l'installation sera alimentée.

L'installation intérieure d'électricité comporte une ou des anomalies pour laquelle ou lesquelles il est vivement recommandé d'agir afin d'éliminer les dangers qu'elle(s) présente(nt).

8 - Explications détaillées relatives aux risques encourus

Description des risques encourus en fonction des anomalies identifiées

Appareil général de commande et de protection

Cet appareil, accessible à l'intérieur du logement, permet d'interrompre, en cas d'urgence, en un lieu unique, connu et accessible, la totalité de la fourniture de l'alimentation électrique.

Son absence, son inaccessibilité ou un appareil inadapté ne permet pas d'assurer cette fonction de coupure en cas de danger (risque d'électrisation, voire d'électrocution), d'incendie ou d'intervention sur l'installation électrique.

Dispositif de protection différentiel à l'origine de l'installation

Ce dispositif permet de protéger les personnes contre les risques de choc électrique lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique. Son absence ou son mauvais fonctionnement peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Prise de terre et installation de mise à la terre

Ces éléments permettent, lors d'un défaut d'isolement sur un matériel électrique, de dévier à la terre le courant de défaut dangereux qui en résulte.

L'absence de ces éléments ou leur inexistence partielle peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Dispositif de protection contre les surintensités

Les disjoncteurs divisionnaires ou coupe-circuits à cartouche fusible, à l'origine de chaque circuit, permettent de protéger les conducteurs et câbles électriques contre les échauffements anormaux dus aux surcharges ou courts-circuits.

L'absence de ces dispositifs de protection ou leur calibre trop élevé peut être à l'origine d'incendies.

Liaison équipotentielle dans les locaux contenant une baignoire ou une douche

Elle permet d'éviter, lors d'un défaut, que le corps humain ne soit traversé par un courant électrique dangereux.

Son absence prive, en cas de défaut, l'écoulement du courant électrique par le corps humain, ce qui peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Conditions particulières les locaux contenant une baignoire ou une douche

Les règles de mise en œuvre de l'installation électrique à l'intérieur de tels locaux permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Matériels électriques présentant des risques de contact direct

Les matériels électriques dont des parties nues sous tension sont accessibles (matériels électriques anciens, fils électriques dénudés, bornes de connexion non placées dans une boîte équipée d'un couvercle, matériels électriques cassés...) présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage

Ces matériels électriques, lorsqu'ils sont trop anciens, n'assurent pas une protection satisfaisante contre l'accès aux parties nues sous tension ou ne possèdent plus un niveau d'isolement suffisant. Lorsqu'ils ne sont pas adaptés à l'usage normal du matériel, ils deviennent très dangereux lors de leur utilisation. Dans les deux cas, ces matériels présentent d'importants risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Appareils d'utilisation situés dans des parties communes et alimentés depuis les parties privatives

Lorsque l'installation électrique issue de la partie privative n'est pas mise en œuvre correctement, le contact d'une personne avec la masse d'un matériel électrique en défaut ou une partie active sous tension peut être la cause d'électrisation, voire d'électrocution.

Piscine privée ou bassin de fontaine

les règles de mise en œuvre de l'installation électrique et des équipements associés à la piscine ou au bassin de fontaine permettent de limiter le risque de chocs électriques, du fait de la réduction de la résistance électrique du corps humain lorsque celui-ci est mouillé ou immergé.

Le non-respect de celles-ci peut être la cause d'une électrisation, voire d'une électrocution.

Informations complémentaires

Dispositif (s) différentiel (s) à haute sensibilité protégeant tout ou partie de l'installation électrique

L'objectif est d'assurer rapidement la coupure du courant de l'installation électrique ou du circuit concerné, dès l'apparition d'un courant de défaut même de faible valeur. C'est le cas notamment lors de la défaillance occasionnelle (telle que l'usure normale ou anormale des matériels, l'imprudence ou le défaut d'entretien, la rupture du conducteur de mise à la terre d'un matériel électrique....) des mesures classiques de protection contre les risques d'électrisation, voire d'électrocution.

Socles de prise de courant de type à obturateurs

l'objectif est d'éviter l'introduction, en particulier par un enfant, d'un objet dans une alvéole d'un socle de prise de courant sous tension pouvant entraîner des brûlures graves et/ ou l'électrisation, voire l'électrocution.

Socles de prise de courant de type à puits (15 mm minimum)

La présence de puits au niveau d'un socle de prise de courant évite le risque d'électrisation, voire d'électrocution, au moment de l'introduction des fiches mâles non isolées d'un cordon d'alimentation.

Cachet de l'entreprise	Dates de visite et d'établissement de l'état
	Visite effectuée le : 20/06/2018 Etat rédigé à LA CORNUAILLE Le mercredi 20 juin 2018 Nom Charles-Henry de Boisset Signature de l'opérateur 

Annexe : résultat de l'état de l'installation intérieure d'électricité

Par application des règles de l'art en matière de réalisation de l'état des installations électriques des immeubles d'habitation selon la norme NF C16-600 de juillet 2017.

- (1) Référence des anomalies selon NF C16-600 Juillet 2017
- (2) Référence des mesures compensatoires selon NF C16-600 Juillet 2017
- (3) Une mesure compensatoire est une mesure qui permet de limiter un risque de choc électrique lorsque les règles fondamentales de sécurité ne peuvent s'appliquer pleinement pour des raisons soit économiques, soit techniques, soit administratives. Le n° d'article et le libellé de la mesure compensatoire sont indiqués en regard de l'anomalie concernée.


N° Fiche : B3 Prise de terre et installation de mise à la terre

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B3.3.01c	Les prises de terre du bâtiment ne sont pas interconnectées.		
B3.3.10a	Au moins un socle de prise de courant placé à l'extérieur n'est pas protégé par un dispositif différentiel à haute sensibilité ≤ 30 mA.		
B3.3.06a2	Au moins un socle de prise de courant comporte une broche de terre non reliée à la terre.		
B3.3.06a3	Au moins un CIRCUIT (n'alimentant pas des socles de prises de courant) n'est pas relié à la terre.		

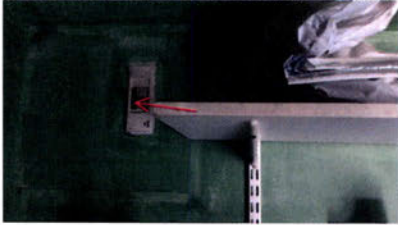
N° Fiche : B4 Dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs sur chaque circuit

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B4.3e	Le courant assigné (calibre) de la protection contre les surcharges et courts-circuits d'au moins un CIRCUIT n'est pas adapté à la section des CONDUCTEURS correspondants.		
B4.3f1	La section des CONDUCTEURS de la CANALISATION alimentant le seul tableau n'est pas adaptée au courant de réglage du DISJONCTEUR de branchement.		
B4.3f2	La section des CONDUCTEURS de la CANALISATION d'alimentation d'au moins un tableau n'est pas en adéquation avec le courant assigné du dispositif de protection placé immédiatement en amont ou avec le courant de réglage du DISJONCTEUR de branchement placé immédiatement en amont.		


N° Fiche : B6 Respect des règles liées aux zones dans chaque local contenant une baignoire ou une douche

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B6.3.1a	Local contenant une baignoire ou une douche : l'installation électrique ne répond pas aux prescriptions particulières appliquées à ce local (adéquation entre l'emplacement où est installé le MATERIEL ELECTRIQUE et les caractéristiques de ce dernier – respect des règles de protection contre les chocs électriques liées aux zones). 		

N° Fiche : B7 Matériels présentant des risques de contact direct avec des éléments sous tension

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B7.3e	<p>L'installation électrique comporte au moins un dispositif de protection avec une partie active nue sous tension accessible.</p> 		

N° Fiche : B8 Matériels électriques vétustes ou inadaptés à l'usage

N° Article (1)	Libellé des anomalies	Mesure compensatoire correctement mise en œuvre	
		Article (2)	Libellé (3)
B8.3a	<p>L'installation comporte au moins un MATERIEL ELECTRIQUE vétuste.</p> 		
B8.3e	<p>Au moins un CONDUCTEUR isolé n'est pas placé sur toute sa longueur dans un conduit, une goulotte, une plinthe ou une huisserie, en matière isolante ou métallique, jusqu'à sa pénétration dans le MATERIEL ELECTRIQUE qu'il alimente.</p>		

Annexe : Equipement

Pour réaliser un DIAGNOSTIC, l'OPERATEUR DE DIAGNOSTIC a à sa disposition les matériels suivants :

- un mètre-ruban (au moins 3 m) portant le marquage CE ;
- un appareil de mesure de continuité dont la source est capable de fournir une tension à vide de 4 V à 24 V et un courant d'au moins 0,2 A ;
- un appareil de mesure d'isolement dont la source est capable de fournir une tension à vide de 500 V en courant continu et un courant de 1 mA ;
- un appareil de mesure de résistance de PRISE DE TERRE par piquets ;
- un appareil de mesure d'impédance de boucle de défaut ;
- un appareil de contrôle de DISPOSITIF A COURANT DIFFERENTIEL RESIDUEL ;
- un appareil de présence et de niveau de tension, de 0 V à au moins 500 V en alternatif et au moins +/- 500 V en continu.

Plusieurs de ces fonctions peuvent être assurées par un même équipement.

Les appareils de mesure électriques sont conformes aux normes de la série NF EN 61557 et à la série NF EN 61010.

Les appareils sont utilisés, maîtrisés et vérifiés périodiquement de façon à assurer que l'aptitude de mesure est compatible avec les exigences de mesure.

Pour les appareils de mesure et de contrôle, il est recommandé de faire établir au moins tous les trois ans un constat de vérification selon la norme X 07-011.

Annexe : Références réglementaires

Arrêté du 28 septembre 2017 définissant le modèle et la méthode de réalisation de l'état de l'installation intérieure d'électricité dans les immeubles à usage d'habitation

Décret no 2016-1105 du 11 août 2016 - Article 4 : Un état de l'installation intérieure d'électricité, réalisé selon les exigences de l'article L. 134-7 du code de la construction et de l'habitation (vente), tient lieu d'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article 3-3 de la loi n° 89-462 du 6 juillet 1989 tendant à améliorer les rapports locatifs, s'il a été réalisé depuis moins de six ans à la date à laquelle ce document doit être produit.

Contexte général concernant les mesures à prendre en cas d'anomalies constatées:

- Dans le cas où l'état de l'installation électrique de l'immeuble d'habitation diagnostiqué présente des anomalies (cf chapitre 5 : *Conclusion relative à l'évaluation des risques pouvant porter atteinte à la sécurité des personnes*), il est conseillé de faire réaliser, dans les meilleurs délais et par un installateur électricien qualifié, les travaux permettant de lever au moins les anomalies relevées.

Contexte réglementaire spécifique « électricité » :

- Code de la Construction et de l'habitation articles L134-7, L271-6, R134-10 à R134-13

Généralités concernant notre intervention : L'état des installations intérieures en électricité est effectué en application des articles R134-10 et R 134-11 du code de la construction et de l'habitation de la façon suivante :

« Art. R. * 134-10.-L'état de l'installation intérieure d'électricité prévu à l'article L. 134-7 est réalisé dans les parties privatives des locaux à usage d'habitation et leurs dépendances, en aval de l'appareil général de commande et de protection de l'installation électrique propre à chaque logement, jusqu'aux bornes d'alimentation ou jusqu'aux socles des prises de courant. L'état de l'installation intérieure d'électricité porte également sur l'adéquation des équipements fixes aux caractéristiques du réseau et sur les conditions de leur installation au regard des exigences de sécurité.

« Art. R. * 134-11.-L'état de l'installation intérieure d'électricité relève l'existence et décrit, au regard des exigences de sécurité, les caractéristiques :

- d'un appareil général de commande et de protection et de son accessibilité ;
- d'au moins un dispositif différentiel de sensibilité appropriée aux conditions de mise à la terre, à l'origine de l'installation électrique ;
- d'un dispositif de protection contre les surintensités adapté à la section des conducteurs, sur chaque circuit ;
- d'une liaison équipotentielle et d'une installation électrique adaptées aux conditions particulières des locaux contenant une baignoire ou une douche.

L'état de l'installation intérieure d'électricité identifie :

- les matériels électriques inadaptés à l'usage ou présentant des risques de contacts directs avec des éléments sous tension ;
- les conducteurs non protégés mécaniquement.

« Art. R. * 134-12.-Pour réaliser l'état de l'installation intérieure d'électricité, il est fait appel à une personne répondant aux conditions de l'article L. 271-6.

« Art. R. * 134-13.-Lorsqu'une installation intérieure d'électricité a fait l'objet d'une attestation de conformité visée par un organisme agréé par le ministre chargé de l'énergie en application du décret n° 72-1120 du 14 décembre 1972, cette attestation, ou, à défaut, lorsque l'attestation ne peut être présentée, la déclaration de l'organisme agréé indiquant qu'il a bien visé une attestation, tient lieu d'état de l'installation électrique intérieure prévu par l'article L. 134-7, si l'attestation a été établie depuis moins de trois ans à la date à laquelle ce document doit être produit. »

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE
Valable du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018.

Nous soussignés VERLINGUE SAS – Courtage d'Assurances – 4 rue Berteaux Dumas - CS 50057 - 92522 NEUILLY
S/SEINE CEDEX, attestons par la présente que :

SARL CITODIAG
355 AVENUE PATTON
49066 ANGERS

Adhérent n°3639350704/63

a adhéré par notre intermédiaire, auprès d'AXA FRANCE IARD SA, régie par le Code des Assurances, dont le siège social est situé au n   313 Terrasses de l'Arche - 92727 NANTERRE CEDEX, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n   3639356704.

Le contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombent en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels non consécutifs, causés à des tiers dans le cadre des activités garanties indiquées ci-après et résultant d'un fait dommageable survenu dans l'exécution professionnelle de l'Assuré.

Materia de parafina Responsabilitate Corp. Profesori cu:

Tous dommages exclusifs : Par diagnostiqueur : 750000 par sinistre 750000 par année d'assurance
Activités gestion Diagnostic Technique

A if Diagnostic Techniques Involving Restorative

- [illegible]

(le paramètre est acquis uniquement aux diagnostiqueurs présentant un certificat de formation adéquat et spécifique à l'activité)

La présente simulation n'implique aucune préconception de garantie et est destinée pour les seuls besoins de l'essai. Elle ne constitue pas une garantie et ne doit pas être utilisée pour évaluer la performance des systèmes, des données et conditions du contrat.

Fait à Neuilly-sur-Seine le 12 février 2013
92522 NEUILLY SUR SEINE cedex
Tél. 01 55 67 72 00

GUIMPER NANTES RENNES VANNES PARIS LILLE MULHOUSE STRASBOURG DIJON LYON AIX-EN-PROVENCE TOULOUSE BORDEAUX
MANCHESTER HALIFAX SHEFFIELD ZURICH



bioRxiv preprint doi: <https://doi.org/10.1101/2020.02.05.298727>; this version posted February 5, 2020. The copyright holder for this preprint (which was not certified by peer review) is the author/funder, who has granted bioRxiv a license to display the preprint in perpetuity. It is made available under aCC-BY-NC-ND 4.0 International license.





CERTIFICAT DE COMPETENCES DIAGNOSTIQUEUR IMMOBILIER

N° CPDI 0540

Version03

Je soussigné
Philippe TROYAUX,
Directeur Général d'I.Cert,
atteste que :

Monsieur Charles-Henry DE BOISSET

Est certifié(e) selon le référentiel dénommé Manuel de certification de personnes I.Cert pour la réalisation des missions suivantes :

Electricité

Etat de l'installation intérieure électrique

Date d'effet : 17/01/2014, date d'expiration : 16/01/2019

Gaz

Etat de l'installation intérieure gaz

Date d'effet : 07/02/2014, date d'expiration : 06/02/2019

En foi de quoi ce certificat est délivré, pour valoir et servir ce que de droit.

Edité à Saint-Grégoire
Le 10/02/2014



Certification de personnes
Diagnostic

Portée disponible sur www.icert.fr

Parc EDONIA -Bât G
Rue de la Terre Victoria
35760 Saint-Grégoire

CPE DI FR 11 rev 09

Arrêté du 6 avril 2007 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure de gaz modifié par les arrêtés du 15/12/2009 et du 15/12/2011. Arrêté du 16 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique modifié par les arrêtés du 02/12/2009 et du 13/12/2011. Arrêté du 30 octobre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état relatif à la présence de termites dans le bâtiment modifié par les arrêtés du 14/12/2009, du 7/12/2011 et du 14/02/2012. Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amianté dans les immeubles bâtis. Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs des constats de risque d'exposition au plomb ou agréés pour réaliser des diagnostics plomb dans les immeubles d'habitation modifié par l'arrêté du 07/12/2011. Arrêté du 8 juillet 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant l'état de l'installation intérieure d'électricité modifié par les arrêtés du 10/12/2009 et du 02/12/2011.



ACCREDITATION
N° 4-02-22
PORTÉE DISPONIBLE SUR
WWW.COFRAC.FR

RAPPORT DE DIAGNOSTIC DE PERFORMANCE ENERGETIQUE


ETABLI LE MERCREDI 20 JUIN 2018 -

Selon l'annexe 6.2 de l'arrêté de référence

Arrêté du 8 février 2012 modifiant l'arrêté du 15 septembre 2006 relatif au diagnostic de performance énergétique pour les bâtiments existants proposés à la vente en France métropolitaine

PROPRIETAIRE	
Nom :	
Adresse :	La Fertinière 53110 LASSAY LES CHATEAUX

DOSSIER N°: C53-18-06-019

ADRESSE DES LOCAUX VISITES	
MAISON LA FERTINIERE 53110 LASSAY LES CHATEAUX	

Résultats DPE

Frais annuels d'énergie : euro

Etiquette consommation énergétique : N/A

Etiquette émissions de gaz à effet de serre : N/A

Les informations ayant permis de réaliser ce diagnostic ont été portées à la connaissance de l'opérateur en diagnostic immobilier par le propriétaire ou son mandataire.

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par :

QUALIXPERT

17 rue Borrel - 81100 CASTRE

Certification diagnostic de performance énergétique : N°C2869 valide jusqu'au 16/04/2023

Fait à LA CORNUAILLE

Le mercredi 20 juin 2018

par **Charles-Henry de Boisset**



CITODIAG
DIAGNOSTICS IMMOBILIERS
La Fertinière
53110 LASSAY LES CHATEAUX
02 41 88 18 18
SARL au capital de 37 000 € - 53110 LASSAY LES CHATEAUX

Ce rapport contient 7 pages indissociables et n'est utilisable qu'en original.

Edition en 1 exemplaires.

CITODIAG - La Rabinère - 49440 LA CORNUAILLE

Sarl au capital de 37 000 euros RCS Angers : 449 634 229 - N° TVA : FR 384 496 34229 - Code NAF : 7120 B

Agence Maine-et-Loire : Tél : 02 41 88 18 18 - Fax : 02 41 88 18 00 - Email : contact@citodiag.fr -

Agence Mayenne : 02.43.68.07.64

Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

N° : 1853V2000993Y

Valable jusqu'au : 20/06/2028

Type de bâtiment : Maison individuelle

Année de construction : Avant 1948

Surface habitable : 98,00 m²

Adresse : 0 La Fertinière

53110 LASSAY LES CHATEAUX

Date : 20/06/2018 Date de visite : 20/06/2018

Diagnosticteur : Charles-Henry de Boisset

La Rabinère - 49440 LA CORNUAILLE

Numéro certification : C2869

Signature :

Propriétaire :

Nom :)

Adresse : La Fertinière - 53110 LASSAY LES CHATEAUX

Propriét. des installations communes (s'il y a lieu) :

Nom :

Adresse :

Consommations annuelles par énergie

obtenues en l'absence de factures d'énergie

	Moyenne annuelle des consommations	Consommations en énergies finales	Consommations en énergie primaire	Frais annuels d'énergie
	Détail par énergie dans l'unité d'origine	Détail par énergie et par usage en kWh _{EF}	Détail par usage en kWh _{EP}	
Chauffage				
Eau chaude sanitaire				
Refroidissement				
CONSOMMATIONS D'ÉNERGIE POUR LES USAGES RECENSES				Abonnements compris

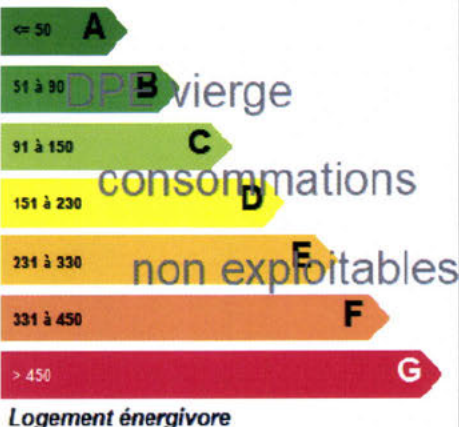
Consommations énergétiques (en énergie primaire)
pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire
et le refroidissement

Consommation réelle : 0 kWh_{EP}/m².an

sur la base d'estimations au logement

Logement économe

Logement

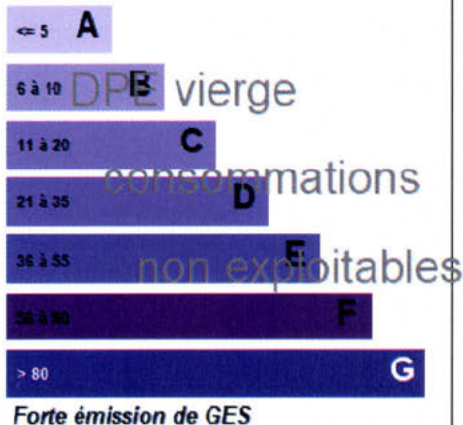


Emissions de gaz à effet de serre (GES)
pour le chauffage, la production d'eau chaude
sanitaire et le refroidissement

Estimation des émissions : 0 kg éqCO₂/m².an

Faible émission de GES

Logement



Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

Descriptif du logement et de ses équipements

Logement	Chauffage et refroidissement	Eau chaude sanitaire, ventilation
Murs : <ul style="list-style-type: none"> - Mur en pierre de taille/moellons Ep 50cm non isolé - Mur en pierre de taille/moellons Ep <=20cm présence d'isolation inconn <ul style="list-style-type: none"> - Mur en pierre de taille/moellons Ep 45cm non isolé 	Système de chauffage : <ul style="list-style-type: none"> - Chaudière fioul classique entre 1981 et 1990 	Système de production d'ECS : <ul style="list-style-type: none"> - Ecs n°1
Toiture : <ul style="list-style-type: none"> - Combles aménagés sous rampant présence d'isolation inconnue 	Emetteurs : <ul style="list-style-type: none"> - Radiateur HT sans robinet therm. 	Système de ventilation : <ul style="list-style-type: none"> - Ventilation par Entrées d'air hautes et basses
Menuiseries : <ul style="list-style-type: none"> - Fen.bat. PVC double vitrage(VNT) air 16mm Sans ferm. - Fen.bat. bois double vitrage(VNT) air 12mm Sans ferm. - Porte en PVC avec double vitrage - Porte en bois avec double vitrage 	Système de refroidissement :	
Plancher bas : <ul style="list-style-type: none"> - Plancher sur terre-plein 	Rapport d'entretien ou d'inspection des chaudières joint : Non	
Énergies renouvelables	Quantité d'énergie d'origine renouvelable:	kWh_{EP}/m².an
Type d'équipements présents utilisant des énergies renouvelables :		
Pourquoi un diagnostic <ul style="list-style-type: none"> - Pour informer le futur locataire ou acheteur ; - Pour comparer différents logements entre eux ; - Pour inciter à effectuer des travaux d'économie d'énergie et contribuer à la réduction des émissions de gaz à effet de serre. 		Énergie finale et énergie primaire L'énergie finale est l'énergie que vous utilisez chez vous (gaz, électricité, fioul domestique, bois, etc.). Pour que vous disposiez de ces énergies, il aura fallu les extraire, les distribuer, les stocker, les produire, et donc dépenser plus d'énergie que celle que vous utilisez en bout de course.
Usages recensés Le diagnostic ne relève pas l'ensemble des consommations d'énergie, mais seulement celles nécessaires pour le chauffage, la production d'eau chaude sanitaire et le refroidissement du logement. Certaines consommations comme l'éclairage, les procédés industriels ou spécifiques (cuisson, informatique, etc.) ne sont pas comptabilisées dans les étiquettes énergie et climat des bâtiments.		L'énergie primaire est le total de toutes ces énergies consommées.
Constitution de l'étiquette énergie La consommation d'énergie indiquée sur l'étiquette énergie est le résultat de la conversion en énergie primaire des consommations d'énergie du logement indiquée par les compteurs ou les relevés.		Variations des conventions de calcul et des prix de l'énergie Le calcul des consommations et des frais d'énergie fait intervenir des valeurs qui varient sensiblement dans le temps. La mention « prix de l'énergie en date du... » indique la date de l'arrêté en vigueur au moment de l'établissement du diagnostic. Elle reflète les prix moyens des énergies que l'Observatoire de l'Énergie constate au niveau national.
		Énergies renouvelables Elles figurent sur cette page de manière séparée. Seules sont estimées les quantités d'énergie renouvelable produite par les équipements installés à demeure.

Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

Conseils pour un bon usage

En complément de l'amélioration de son logement (voir page suivante), il existe une multitude de mesures non coûteuses ou très peu coûteuses permettant d'économiser de l'énergie et de réduire les émissions de gaz à effet de serre. Ces mesures concernent le chauffage, l'eau chaude sanitaire et le confort d'été.

Chauffage

- Fermez les volets et/ou tirez les rideaux dans chaque pièce pendant la nuit.
- Ne placez pas de meubles devant les émetteurs de chaleur (radiateurs, convecteurs,...), cela nuit à la bonne diffusion de la chaleur.
- Si possible, réglez et programmez : La régulation vise à maintenir la température à une valeur constante, réglez le thermostat à 19 °C ; quant à la programmation, elle permet de faire varier cette température de consigne en fonction des besoins et de l'occupation du logement. On recommande ainsi de couper le chauffage durant l'inoccupation des pièces ou lorsque les besoins de confort sont limités. Toutefois, pour assurer une remontée rapide en température, on dispose d'un contrôle de la température réduite que l'on règle généralement à quelques 3 à 4 degrés inférieurs à la température de confort pour les absences courtes. Lorsque l'absence est prolongée, on conseille une température "hors-gel" fixée aux environs de 8°C. Le programmeur assure automatiquement cette tâche.
- Réduisez le chauffage d'un degré, vous économiserez de 5 à 10 % d'énergie.
- Éteignez le chauffage quand les fenêtres sont ouvertes.

Eau chaude sanitaire

- Arrêtez le chauffe-eau pendant les périodes d'inoccupation (départs en congés,...) pour limiter les pertes inutiles.
- Préférez les mitigeurs thermostatiques aux mélangeurs.

Aération

Si votre logement fonctionne en ventilation naturelle :

- Une bonne aération permet de renouveler l'air intérieur et d'éviter la dégradation du bâti par l'humidité.
- Il est conseillé d'aérer quotidiennement le logement en ouvrant les fenêtres en grand sur une courte durée et nettoyez régulièrement les grilles d'entrée d'air et les bouches d'extraction s'il y a lieu.
- Ne bouchiez pas les entrées d'air, sinon vous pourriez mettre votre santé en danger. Si elles vous gênent, faites appel à un professionnel.

Si votre logement fonctionne avec une ventilation mécanique contrôlée :

- Aérez périodiquement le logement.

Confort d'été

- Utilisez les stores et les volets pour limiter les apports solaires dans la maison le jour.
- Ouvrez les fenêtres en créant un courant d'air, la nuit pour rafraîchir.

Autres usages

Eclairage :

- Optez pour des lampes basse consommation (fluocompactes ou fluorescentes).
- Évitez les lampes qui consomment beaucoup trop d'énergie, comme les lampes à incandescence ou les lampes halogènes.
- Nettoyez les lampes et les luminaires (abat-jour, vasques...) ; poussiéreux, ils peuvent perdre jusqu'à 40 % de leur efficacité lumineuse.

Bureautique / audiovisuel :

- Éteignez ou débranchez les appareils ne fonctionnant que quelques heures par jour (téléviseurs, magnétoscopes,...). En mode veille, ils consomment inutilement et augmentent votre facture d'électricité.

Électroménager (cuisson, réfrigération,...) :

- Optez pour les appareils de classe A ou supérieure (A+, A++,...).

Diagnostic de performance énergétique - logement (6.2)

Recommandations d'amélioration énergétique

Sont présentées dans le tableau suivant quelques mesures visant à réduire vos consommations d'énergie. Examinez-les, elles peuvent vous apporter des bénéfices.

Mesures d'amélioration	Crédit d'impôt
VMC Hygro B	0

Commentaires :

Absence de factures communiquées par le Maître d'Ouvrage

Les travaux sont à réaliser par un professionnel qualifié.

Vous pouvez peut-être bénéficier d'un crédit d'impôt pour réduire le prix d'achat des fournitures, pensez-y ! <http://www.impots.gouv.fr>

Pour plus d'informations : <http://www.developpement-durable.gouv.fr> ou <http://www.ademe.fr>

Le présent rapport est établi par une personne dont les compétences sont certifiées par:

QUALIXPERT

17 rue Borrel - 81100 CASTRE

certification: C2869

Assuré par AXA

N°: 3639350704

Certificat de l'opérateur

BUREAU VERITAS
Certification



Certificat
Attribué à

Monsieur Charles Henry DE BOISSET

Bureau Veritas Certification certifie que les compétences de la personne mentionnée ci-dessus répondent aux exigences des arrêtés relatifs aux critères de certification de compétences ci-dessous pris en application des articles L271-6 et R 271.1 du Code de la Construction et de l'Habitation et relatifs aux critères de compétence des personnes physiques réalisant des dossiers de diagnostics techniques tels que définis à l'article L271-4 du code précité.

DOMAINES TECHNIQUES

	Références des arrêtés	Date de Certification originale	Validité du certificat
Ambiante	Arrêté du 21 novembre 2006 définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques opérateurs de repérage et de diagnostic amiante dans les immeubles bâtis et les critères d'accréditation des organismes de certification	31/10/2012	30/10/2017
DPE sans mention	Arrêté du 16 octobre 2006 modifié définissant les critères de certification des compétences des personnes physiques réalisant le diagnostic de performance énergétique ou l'attestation de prise en compte de la réglementation thermique, et les critères d'accréditation des organismes de certification	17/04/2013	16/04/2018

La validité du certificat peut être vérifiée en se connectant sur le site : www.bureauveritas.fr/certification-diaq



Date : 17/04/2013
Numéro de certificat : 2498705

Jacques MATILLON
Directeur Général

p/o [signature]

BUREAU EN CHARGE Bureau Veritas Certification France - 60, avenue du Général de Gaulle - 92046 Paris La Défense
BUREAU EMETTEUR Bureau Veritas Certification France - 41, chemin des Paupiers - BP 55 - 69573 Dardilly Cedex



Attestation d'assurance



Adresse postale :
4 rue Berteaux Dumas
CS 50057
92522 NEUILLY SUR SEINE Cedex

T 01 58 86 78 00
F 01 58 86 82 00

accueil@verlingue.fr
www.verlingue.fr

ATTESTATION D'ASSURANCE DE RESPONSABILITE CIVILE

Valable du 1^{er} janvier 2018 au 31 décembre 2018

Nous soussignés VERLINGUE SAS – Courtage d'Assurances – 4 rue Berteaux Dumas - CS 50057 – 92522 NEUILLY
S/SEINE CEDEX, attestons par la présente que :

SARL CITODIAG
355 AVENUE PATTON
49066 ANGERS

Adhérent n°3639350704/63

a adhéré par notre intermédiaire, auprès d'AXA FRANCE IARD SA, règle par le Code des Assurances, dont le siège social est situé au n   313 Terrasses de l'Arche - 92727 NANTERRE CEDEX, au contrat d'assurance Responsabilité Civile Professionnelle n   3639350704.

Ce contrat a pour objet de garantir les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant lui incombier en raison de dommages corporels, matériels ou immatériels non consécutifs, causés à des tiers dans le cadre des activités garanties indiquées ci-après et résultant d'un fait dommageable survenu dans l'exécution professionnelle de l'Assuré

Ministerio de Parientes Responsables Corte Proveniente

Tous dommages confondus : Par diagnostiqueur : 750000 par sinistre 750000 par année d'assurance
Activités générales : Diagnostic Technique

2 Diagnostic Techniques Involving Bone

A / Diagnostics Techniques Inhibiteurs Réglementés

- [illegible]

(le permis est acquis uniquement aux diagnostiqueurs figurant titulaires d'un certificat de compétence en cours de validité, obtenu par un organisme accrédité par le COFRAC selon la norme 17034)

6.7 Diagnostics Techniques Immobilières Non Réglementées

- [illegible]

(la garantie est acquise uniquement aux diagnostiqueurs présentant un certificat de formation adéquat et spécifique à l'activité)

La présente attention n'implique qu'une présomption de garantie et est déclinée pour les produits de la gamme YVEU INSULE.

Fait à Neuilly-sur-Seine en France le 12 février 2018
92522 NEUILLY SUR SEINE cedex
Tél. 01 55 67 75 00

QUIMPER NANTES RENNES VANNES PARIS LILLE MULHOUSE ~~BRUXELLES~~ ~~LIÈGE~~ ~~STRASBOURG~~ ~~COLOGNE~~ ~~FRANKFURT~~ ~~BERLIN~~ ~~MÜNCHEN~~ ~~VIENNE~~ ~~ZÜRICH~~ ~~GENÈVE~~ ~~PARIS~~ ~~LYON~~ AIX-EN-PROVENCE TOULOUSE BORDEAUX
MANCHESTER HALIFAX SHEFFIELD ZÜRICH



© 2005 Blackwell Publishing Ltd, *Journal of Internal Medicine* 258: 105–112



